

**Réseau québécois de l’action communautaire autonome**

**Rapport d’activités**  
1er avril 2012 - 31 mars 2013  
**Perspectives d’action triennales**  
1er avril 2013 - 31 mars 2016

*Note*

*Pour les fins du présent document, la Politique gouvernementale l’action communautaire : une contribution essentielle à l’exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec, adoptée en 2001, est appelée « Politique en matière d’action communautaire » ou parfois, de façon plus succincte, seulement « Politique ».*



**Réseau québécois de l’action communautaire autonome (RQ-ACA)**

1555, rue Papineau

Montréal (Québec) H2K 4H7

Tél. 514.845.6386 sans frais 1.888.433.4935

Téléc. 514.845.9732

www.rq-aca.org

info@rq-aca.org

**Rédaction** : Normand Gilbert

**Révision** : Conseil d’administration du RQ-ACA, Normand Gilbert, Céline Métivier et Julie-Maude Beauchesne

**Mise en page**: Julie-Maude Beauchesne

**Photos** : Pierre Ouimet

Le Réseau québécois de l’action communautaire autonome reçoit son soutien financier à la mission globale du Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).

***Ce document présente la version du Rapport d’activités et des Perspectives d’action triennales déposée par le conseil d’administration du RQ-ACA pour fin de discussion et prise de décision lors de l’assemblée générale du RQ-ACA du 21 mai 2013.***

# Table des matières

**Mot du conseil d’administration** 4

**Mot de l’équipe à la permanence** 6

**Survol de la conjoncture** 7

A) Éléments de contexte global 8

*A.1 Contexte socioéconomique* 8

*A.2 Contexte sociopolitique* 11

*A.3 Et la fiscalité dans tout ça?*  14

*A.4 Les droits sociaux et culturels en berne* 19

B) Dans nos rangs 22

*B.1 Mobilisation des mouvements sociaux* 22

*B.2 Reconnaissance et financement des organismes* 25

*B.3 État et philanthropie* 27

*B.4 État et organismes sans but lucratif (OSBL)* 28

C) Le mouvement d’ACA 31

*C.1 Situation du mouvement* 31

*C.2 Nos liens avec le gouvernement* 32

D) Vie interne du RQ-ACA 35

*D.1 Mise en contexte* 35

*D.2 Vie associative et participative* 35

*D.3 Les formations* 36

*D.4 La visibilité* 37

*D.5 Le financement du RQ-ACA* 39

**Bilan factuel du Plan d’action 2013-2016** 40

Comités de travail en 2012 et 2013 et mandats pour 2013-2016 41

Bilan factuel 47

*A.1) Reconnaissance et financement : politique en matière d’action communautaire* 47

*A.2) Reconnaissance et financement : questions diverses* 50

*B) Formation* 53

*C) Luttes sociales* 54

*D) Visibilité et promotion* 57

*E) Vie associative* 60

*F) Gestion* 62

**Perspectives d’actions triennales 2013-2016** 64

*A.1) Reconnaissance et financement : politique en matière d’action communautaire* 65

*A.2) Reconnaissance et financement : questions diverses* 67

*B) Formation* 69

*C) Luttes sociales* 70

*D) Visibilité et promotion* 72

*E) Vie associative* 73

*F) Gestion* 74

**Annexes** 75

Liste des 62 membres du RQ-ACA 76

Organigramme du RQ-ACA 78

Liste des sigles 79

# Mot du conseil d’administration

Les membres du conseil d’administration du Réseau québécois de l’action communautaire autonome sont heureux et fiers de présenter ce rapport annuel qui saura vous montrer un bilan très positif de l’année qui vient de s’écouler.

Comme il vous sera possible de le constater, non seulement la quasi-totalité des éléments retenus par les membres lors de l’AGA de mai 2012 pour les perspectives d’action 2012-2013 ont été réalisés, mais le RQ-ACA a aussi été en mesure de s’ajuster à la conjoncture sociopolitique, particulièrement forte en imprévus, en étant très proactif sur plusieurs dossiers et en assumant un certain leadership au sein de plusieurs coalitions de mobilisation.

Et c’est sans signaler que notre vie associative a été des plus riches cette année, en raison des trois assemblées générales qui ont été organisées, notamment pour travailler sur le prochain *Cadre de référence en matière d’action communautaire autonome*. Tout comme nous tenons à souligner le travail qui a été réalisé pour faire de la Semaine nationale de visibilité de l’ACA, un événement phare au sein du mouvement d’action communautaire autonome.

Malgré l’insuffisance de ressources internes, les différentes interventions directes ou de soutien du RQ-ACA par rapport à quelques dossiers touchant plus largement le mouvement communautaire et les OSBL se sont avérées être appréciées par les membres, qu’il soit question de la réforme du droit associatif québécois, des PPP sociaux, de la fiscalité québécoise, des questions sous juridiction fédérale, ou encore le positionnement du RQ-ACA sur les médias sociaux. En ce sens, nous pouvons dire mission accomplie!

**On continue à se déployer**

Il est important de mentionner que le RQ-ACA a su au fil des mois renforcer son rôle d’interlocuteur privilégié auprès du gouvernement québécois en ce qui concerne les questions touchant l’ACA et a assumé encore plus adéquatement son leadership en ce sens.

Le suivi concernant l’application de la Politique gouvernementale en matière d’action communautaire de 2001 a pris différentes formes : suivi des changements aux différents programmes et protocole d’entente au sein des différents ministères, travaux visant la mise à jour du Cadre de référence en matière d’action communautaire de 2004, demandes répétées pour l’obtention d’un nouveau Plan d’action, démarche préliminaire visant à clarifier les demandes de rehaussement du financement à la mission pour l’ensemble des organismes d’ACA, etc.

Si les différentes questions traitées au RQ-ACA sont celles qui touchent en premier lieu le mouvement d’action communautaire autonome, nous sommes aussi intervenus sur des questions touchant tant l’ensemble des organismes communautaires, que les organismes sans but lucratif et la population en général.

Depuis quatre ans déjà, le RQ-ACA s’est attelé à l’importante tâche d’enraciner la connaissance et l’application des critères de l’ACA au sein même de notre mouvement tout en partageant des éléments de l’histoire du mouvement populaire et communautaire québécois. Si la demande a été moins forte cette année en ce qui concerne les formations sur l’ACA, les commentaires que nous en recevons sont toujours tout aussi positifs, ce qui réitère toute l’importance de tenir de telles formations. À ce sujet, il pourrait s’avérer important de systématiser l’offre de formation sur l’ACA et d’effectuer une tournée intégrale de toutes les régions du Québec sur une période de trois ans.

**Vie associative et interne**

Dans un second temps, nous estimons essentiel de rappeler que les interventions du RQ-ACA mentionnées ci-dessus découlent d’un travail collectif, tant au conseil d’administration qu’au sein des comités de travail, que de l’équipe à la permanence. Les membres du conseil d’administration tiennent à remercier toutes les personnes ayant contribué à l’avancement des dossiers, particulièrement les membres qui se sont impliqués au sein des divers comités actifs du RQ-ACA. Nous tenons aussi à remercier les membres de la permanence, Normand Gilbert, Céline Métivier et Julie-Maude Beauchesne, d’avoir assumé le leadership et la coordination nécessaire à la concrétisation de toutes ces réalisations. BRAVO à toutes et à tous !

Toutefois, le RQ-ACA devra se questionner sur un début d’éparpillement des ressources et des énergies dans des dossiers et des questions d’une importance certaine pour le mouvement d’ACA, mais qui demandent de plus en plus de temps et de ressources si nous voulons y travailler correctement. En ce sens, les membres du CA ont des attentes à combler dans le cadre des prochaines perspectives d’actions triennales.

À ce titre, le rôle des membres s’avère primordial et représente probablement le principal défi à relever au cours de la prochaine année. Il est de bon aloi de rappeler que le RQ-ACA, c’est avant tout l’ensemble de ses membres et non seulement son équipe à la permanence (si sympathique soit-elle... !) ou son CA (si volontaire soit-il... !). Et si des changements ont été apportés aux règlements généraux afin de pallier à certains défis organisationnels, il n’en reste pas moins qu’une large contribution et participation des membres aux divers comités et projets demeure essentiel au bon fonctionnement du RQ-ACA.

Rappelons que se sont les composantes unies et solidaires du mouvement d’ACA qui ont contribué à l’obtention de certaines avancées sur le plan de la reconnaissance gouvernementale plus cohérente et, jusqu’à un certain point, à l’amélioration du financement de dizaines d’organismes d’ACA à travers le Québec. Si nous voulons que cela se poursuive, nous devons faire preuve de solidarité et d’unité. En ce sens, l’implication des membres demeure le meilleur moyen de contribuer à sa vie associative et démocratique tout en gardant le contrôle de leur organisation. Un des défis importants demeure donc le renforcement de l’unité et de la solidarité au sein même du mouvement d’ACA. Êtes-vous prêts et prêtes à relever ce défi collectivement ?

**Les membres du conseil d’administration**

Louisane Côté Fédération québécoise des organismes communautaires famille \*\*

France Emond Regroupement des comités logements et associations de locataires du

Québec

Diane Heffernan Conseil québécois LGBT

Claudine Laurin Regroupement québécois des OSBL d’habitation \*\*

Pierre-Philippe Lefebvre Coalition des tables régionales d’organismes communautaires

Bruno Massé Réseau québécois des groupes écologistes \*\*

Fimba Tankoano Fédération des centres d’action bénévoles du Québec

Pierre Valois Coalition des organismes communautaires autonomes de formation

*\*\* Membres du Comité exécutif*

# Mot de l’équipe de la permanence

L’équipe de la permanence pose un regard positif sur le travail accompli cette année et tient à souligner l’apport considérable des membres du conseil d’administration, du comité exécutif et des différents comités qui ont contribué à la réalisation du dernier plan d’action.

La RQ-ACA en étant à sa troisième année d’application de la nouvelle structure, l’équipe est heureuse de constater que malgré les quelques ajustements qui restent à apporter, la culture organisationnelle se peaufine et le partage des responsabilités se veut de plus en plus claire, ce qui facilite grandement notre travail.

Encore cette année, l’équipe à la permanence constate la richesse des apports des personnes travaillant au sein des organismes membres du RQ-ACA lesquels, sans contredit, permettent d’alimenter les réflexions et les décisions prises en cours d’année. Ces précieux apports contribuent à mieux baliser les interventions du RQ-ACA et à s’assurer que les positions prises permettent d’accroitre la crédibilité de l’organisme.

Pour nous, les travaux concernant la défense de l’ACA, l’application de la Politique gouvernementale en matière d’action communautaire, la visibilité du mouvement d’ACA ainsi que l’appropriation de l’ACA par les organismes demeurent au cœur de notre travail.

Cette perspective se concrétise par plusieurs moyens : soutien aux comités de travail, rédaction de recommandations au CA et aux membres, rencontres politiques, outils de réflexion, interventions publiques et auprès des membres, etc. Selon nous, un des aspects importants à renforcer est sans aucun doute l’enracinement de la connaissance et de l’application de l’ACA, et ce, principalement par l’intermédiaire de la formation sur l’ACA et le déploiement de plus en plus large de la Semaine nationale de visibilité de l’ACA afin qu’elle devienne un incontournable, tant au sein du mouvement d’ACA que de la population. Sans cet enracinement, des reculs par rapport à l’appropriation de l’ACA par l’ensemble des personnes oeuvrant au sein des organismes d’ACA seront constatés.

Nous investissant sur différents terrains d’intervention, tant pour la reconnaissance et le financement que sur certaines luttes sociales, il nous apparaît de plus en plus évident que le RQ-ACA devra obtenir un financement supplémentaire afin d’être en mesure d’effectuer plus adéquatement son travail, particulièrement en terme de recherche et d’analyse.

L’équipe à la permanence est confiante que le RQ-ACA continuera à progresser dans sa capacité d’intervention et dans sa crédibilité auprès de ses propres membres, de ses différents alliés et des pouvoirs publics. En ce sens, nous sommes fières de contribuer à bâtir un regroupement national qui vise à outiller adéquatement le mouvement d’action communautaire autonome et à le représenter pour changer le monde dans une perspective de justice sociale.

Espérant être adéquatement à votre écoute,

Julie-Maude Beauchesne, agente de communication

Normand Gilbert, coordonnateur

Céline Métivier, agente de recherche

# Survol de la conjoncture



# RÉSUMÉ

Survol de la conjoncture et appréciation des activités tenues en 2012-2013 : conjonctures sociopolitiques, fiscalité, État et communautaire, vie interne du RQ-ACA

|  |
| --- |
| ***Note***  *Les différentes recommandations découlant de cette section se retrouvent à la section « Perspectives d’action triennales 2013-2016 ». C’est cette dernière qui fera l’objet d’une proposition globale et qui pourra être amendée par les membres lors de l’assemblée générale annuelle.* |

# A) Éléments de mise en contexte global

Pour expliquer le fait que le RQ-ACA s’intéresse à différentes questions sur le plan international, mentionnons à nouveau que les évènements se déroulant sur le plan international ont un impact majeur sur la vie économique, sociale et politique en général, tant sur le plan national, provincial que local.

Pensons aux conséquences directes et indirectes pour la population québécoise de la crise boursière de 2008, de la crise financière et fiscale dans différents pays européens, des catastrophes écologiques, du printemps arabe, des élections américaines, des engagements/dépenses militaires, etc. Ces différentes questions ont généralement un impact direct ou indirect dans le quotidien de la population : pertes d’emplois, baisse du niveau de vie, baisse des fonds de pension, etc. Dans la même veine, les États eux-mêmes subissent de fortes pressions : perte de revenus, hausse des dépenses sociales, endettement, etc.).

Il en est de même pour les questions plus globales « hors ACA » découlant de la situation sociopolitique et idéologique tant au Canada et au Québec que sur le plan international. Les organismes d’ACA ne vivent pas en vase clos et sont traversés par les courants idéologiques (pensons à la remise en question de l’État social – faussement appelé « providence »), économiques (pseudo libre marché ou économie collective), à l’omniprésence de l’individualisme outrancier (ou son contraire ; la solidarité ambiante), etc. Ne pas prendre en compte l’environnement social dans lequel nous baignons serait une erreur, car il favorise ou non nos interventions sur le court, moyen et long terme.

# A.1 Contexte socioéconomique

Dans l’ensemble des pays (à des intensités très variables) la situation de l’emploi se détériore, tant par son accessibilité que par les conditions de travail elles-mêmes. Dans les pays occidentaux, la financiarisation de l’économie a pris le pas sur l’économie dite réelle et leur structure industrielle se détériore à vue d’œil au « profit » de pays dits émergents comme la Chine, le Brésil, l’Inde, etc. Une part grandissante des entreprises ont déménagé leur production (délocalisation) dans ces pays qui leur offrent une main-d’œuvre à bon marché, des obligations sociales très limitées et des normes environnements défiant toute compétition.

Ces changements apportent plusieurs impacts négatifs qui se font sentir dans les pays occidentaux mettant souvent sur la touche des catégories de personnes : travailleurs et travailleuses moins qualifiées, moins scolarisées et généralement plus âgées (plusieurs perdant un emploi occupé pendant 20, 30, 40 ans). Bref, des personnes que le marché du travail a de la difficulté à réintégrer. De plus, l’économie « réelle » faisant place à l’économie « virtuelle » dans ces pays, les aléas de ce type d’économie, dont le fameux marché boursier, ont un impact bien réel dans le quotidien de centaines de milliers de personnes.

Dans les pays européens, le taux de chômage bat des records et la pauvreté grandissante crée la grogne et des mobilisations importantes contre des mesures d’austérité qui épargnent les plus riches de ces pays (particulièrement en Grèce, à Chypre et en Espagne). Aux États-Unis, le chômage élevé demeure stagnant malgré des politiques de relance des gouvernements. Même si au Canada et au Québec le taux de chômage demeure relativement stable depuis quelques années (7,2 % en mars 2013) avec des taux très variables selon les provinces (de 4,6 % en Saskatchewan à 10,5 % au Nouveau-Brunswick et 7,7 % au Québec), la pauvreté demeure présente avec 9,0 % de la population vivant en situation de faible revenu en 2010 (Statistique Canada).

À juste titre, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale au Québec, souligne que « Bien que seulement 7 % de la main d’œuvre soit rémunéré au salaire minimum, un grand nombre de travailleuses et travailleurs gagnent un revenu qui se situe juste au-dessus. En 2009, plus de 900 000 personnes soit un peu plus du quart de l’ensemble des travailleuses et travailleurs, gagnaient 12 $ l’heure et moins. » (Avis – L’emploi pour lutter contre la pauvreté : les défis à relever, décembre 2012. – Nous soulignons). Sûrement pas de quoi pavoiser et s’acheter des biens de luxe !

En plus de la « délocalisation » de l’économie vers des pays dits en émergence, l’existence des paradis fiscaux et les différentes ententes de soi-disant libre-échange profitent largement aux riches de ce monde souvent au détriment de la capacité d’agir des États eux-mêmes et des protections sociales et culturels de ceux-ci. Cependant, nous rappelons avec force que ce sont les élus de chacun des pays qui acceptent ou non ces traités. Si la plupart du temps, les décisions sont prises par un cercle restreint d’élus siégeant au conseil des ministres, il en va de la responsabilité de l’ensemble des élus de demander des comptes! Les ententes de libre-échange se multiplient et auront un impact important, tant sur le plan économique que sur le plan social.

En Europe, les difficultés économiques et budgétaires de quelques pays ébranlent les ententes conclues dans le cadre de l’Union européenne s’apparentant à des traités de libre-échange. Cependant, les ententes de libre-échange ne sont pas négatifs ou positifs en soit : cela dépend de son contenu. Par exemple, en Amérique latine, certaines ententes de ce type semblent être davantage bénéfiques pour la population.

Au Canada et au Québec, ces ententes se négocient en catimini et des impacts négatifs pour l’ensemble de la population sont déjà identifiables ou à prévoir. Malgré l’importance des ces ententes et les interventions de quelques organisations, dont le Réseau québécois sur l’intégration continentale (RQIC) et l’Association québécoise pour la taxation des transactions financières pour l’aide aux citoyens (ATTAC-Québec), les mobilisations importantes ne sont pas au rendez-vous. Pourtant, en plus d’avoir un impact économique et social négatif, ces ententes rapetissent les pouvoirs d’interventions des États remettant fortement en question leur souveraineté.

**« On crève de faim ! »**

Une des questions qui devrait régulièrement faire l’objet de la UNE des médias d’information est certainement les dizaines de milliers de personnes qui meurent CHAQUE JOUR par manque d’eau potable et de nourriture dont « 3 000 enfants de moins de cinq ans dues à l’absorption d’eaux impropres à la consommation, comme le choléra ou la dysenterie » (L’’ONU veut lever le « tabou des toilettes », *Journal de Montréal*, 23 mars 2013).

Comme nous le soulignions l’an dernier, « un des phénomènes ayant un impact négatif majeur découlant des transactions des riches de ce monde est sans nul doute l’augmentation des prix des aliments. Cette situation contribue grandement à la faim dans le monde, laquelle touche encore plus de 925 millions de personnes selon l’évaluation de l’Organisation des Nations Unies (ONU) pour l’alimentation et l’agriculture en 2010. »

Cette situation dramatique est aussi alimentée, selon l’ONU, par les quelques 43 millions de personnes déplacées ou chassées de leur demeure par la guerre, les conflits armés, la sécheresse et autres catastrophes naturelles. Ces personnes se retrouvent dans des camps et des abris « provisoires » qui, malheureusement, durent souvent plusieurs années. Fait paradoxal : pendant qu’une partie de l’humanité meurent de faim, une autre partie voit se développer rapidement des maladies découlant de la suralimentation et la malnutrition!

|  |
| --- |
| « Étant donné l'état actuel de l'agriculture dans le monde, on pourrait nourrir 12 milliards d'individus sans difficulté.  Pour le dire autrement, tout enfant qui meurt actuellement de faim est, en réalité, assassiné ». Jean Ziegler Rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation (des populations) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de 2000 à 2008. |

**Maintien de la militarisation du monde**

Les dépenses militaires représentent en 2011, sur le plan mondial, plus de 1 740 milliards de dollars (rapport du SIPRI, Stockholm, avril 2012). Toujours selon ce rapport, il semble que la Chine et la Russie ont augmenté considérablement leurs dépenses militaires tandis que la plupart des pays occidentaux ont légèrement diminué ce type de dépenses.

Au Canada, les dépenses militaires ont augmenté de 54 % depuis 10 ans pour se situer à environ 22 milliards en 2010-2011. En complément, nous ne pouvons passer sous silence l’augmentation incroyable du coût d’achat des avions militaires (presque trois fois le coût initial) et des navires.

En plus des dépenses militaires, il faudrait additionner l’ensemble des dépenses découlant des questions de sécurité nationale, ce qui augmente de beaucoup la facture dans les différents pays. Cette ponction d’argent dans le budget des États a bien évidemment un impact sur l’ensemble des autres postes budgétaires, en particulier sur les missions sociales sous leur responsabilité (chômage, aide de dernier recours, santé, éducation, culture, etc.).

Par exemple, « les guerres en Irak et en Afghanistan vont coûter aux États-Unis 4 000 à 6 000 milliards de dollars sur le budget sur le long terme, et ainsi grever le budget du gouvernement pour les décennies à venir » (« États-Unis : 4 000 à 6 000 milliards de dollars pour les guerres d’Irak et d’Afghanistan », *La Presse*, 29 mars 2013). Et dire que le secrétaire à défense sous Bush, Donald Rumsfeld, « avait affirmé avant l’invasion que la guerre coûterait environ 50 milliards » (idem).

Au Canada, la situation est semblable, malgré l’annonce récente de coupures dans le budget militaire. Par exemple, « au final, la présence militaire canadienne en sol afghan aura coûté, de 2001 à 2011, entre 13 et 16 milliards aux contribuables canadiens » (IRIS, « Note socio-économique, Dépenses militaires au fédéral », février 2012). « En fait, ramener la proportion actuelle des dépenses militaires (7,9 %) à celle qui prévalait en 2005, soit 6,7 % des ressources financières de l’État fédéral, équivaudrait à effectuer dès maintenant des économies de l’ordre de 4,7 milliards $. » (« Un pays qui se militarise », Philippe Hurteau, *À Bâbord*, No 44, avril-mai 2011).

Au-delà des coûts, le gouvernement Harper fait la promotion des activités mettant de l’avant des valeurs militaires telle la guerre de 1812 qui a opposé les États-Unis à la Grande-Bretagne sur le territoire canadien.

L’opposition aux perspectives militaristes demeure très inégale sur le plan international. Des mouvements sont présents dans la plupart des pays malgré les faibles moyens dont les organismes disposent. Au Québec, soulignons l’excellent travail continu de recherches, d’interventions et de mobilisations ponctuelles d’Échec à la guerre soutenus à bout de bras par quelques militants et militantes, et ce, sans soutien financier gouvernemental. Sans en faire un suivi soutenu, le RQ-ACA accorde une attention minimale aux activités en lien avec les questions liées au thème « guerre et paix » et fait circuler ponctuellement des informations sur ces questions.

# A.2 Contexte sociopolitique

À la suite des bouleversements politiques des dernières années, des questions surgissent sur les bienfaits actuels ou à venir de ces bouleversements : printemps arabe, élections américaines et européennes, crises socio-économiques en Europe, quelques pays en Amérique latine en période de transition (entres autres avec la mort de Hugo Chavez et la mort imminente de Fidel Castro), augmentation des conflits armés en Afrique (dont au Mali et au Centrafrique), tensions des pays occidentaux et l’ONU avec l’Iran et la Corée du nord (axées sur la menace d’utilisation de l’arme nucléaire), etc.

Certains de ces changements peuvent être porteurs d’espoir pour une plus grande liberté, un élargissement de la démocratie, l’obtention de plus de justice sociale, d’égalité entre les hommes et les femmes, etc. Par contre, nous constatons aussi que certains de ces changements profitent aux milieux davantage associés aux fondamentalistes et intégristes religieux porteurs, entre autres, de valeurs allant généralement à l’encontre du droit des femmes et des personnes LGBT ainsi que du droit de parole et d’association. Ceux-ci visent généralement à utiliser l’État pour appliquer leurs visions religieuses à l’ensemble de la société.

Évidemment, la réalité est beaucoup plus complexe et ne peut se résumer en un court paragraphe. Cependant, les mouvements sociaux québécois ont tout avantage à suivre les développements sur le plan international puisqu’ils ont un impact souvent majeur sur la réalité d’ici. Pensons, entre autres, à la présence militaire du Canada qui a coûté la vie à plus de 160 soldats canadiens sans compter les milliers de victimes civiles au sein de la population afghane.

Soulignons au passage que 2013 est l’année du 10e anniversaire de l’invasion anglo-étatsunienne contre l’Irak à laquelle le Canada a refusé de participer. Rappelons que l’opposition de la population canadienne, particulièrement profonde au Québec, à la participation du Canada et à cette agression a donné lieu aux plus grandes manifestations de l’histoire au Québec, et ce, tant par le nombre que par son étendue sur l’ensemble du territoire.

Par ailleurs, la réélection de Barak Obama aux Etats-Unis ne change pas les orientations fondamentales de ce pays en matière de politique extérieure, de politique économique et en matière de fiscalité, néolibéralisme oblige. Cependant, l’élection des républicains aurait eu davantage d’effets néfastes en matière d’environnement, de politique extérieure, de prises de position idéologiques (mariage du même sexe, avortement, armes à feu, etc.) et de choix budgétaires. Étant le principal partenaire commercial du Canada, et par ce fait du Québec, et partageant une frontière de plusieurs centaines de kilomètres, la situation sociopolitique et économique des Etats-Unis ne peut qu’avoir des effets sur la situation au Canada. Mentionnons seulement les questions du pipeline Keystone XL (qui transporterait le pétrole des sables bitumineux de l’Alberta jusqu’aux raffineries du Texas - 2 700 km), les coupures de plus de 85 milliards $ dans le budget gouvernemental (ralentissement de l’économie), la diminution des effectifs aux postes frontières, etc.

La prochaine période 2013-2016 peut nous réserver des surprises dans différentes parties du monde dont l’Europe (Italie, Irlande, Écosse), l’Afrique (Mali, Congo), l’Asie (Corée, Chine), l’Amérique du sud (Vénézuela, Brésil, Bolivie) et le Moyen-Orient (Syrie, Iran, Irak). Compte tenu de l’intérêt des mouvements sociaux québécois à la question palestinienne, les impacts de la reconnaissance de la Palestine par l’ONU sont aussi à suivre de près.

Enfin, soulignons que l’ONU a adopté, le 15 mars dernier, l’Accord sur l’élimination et la prévention des toutes formes de violence contre les femmes et les filles, et ce, malgré l’opposition de la part de certains pays plus conservateurs dont le Vatican, la Russie, l’Iran, le Lybie et le Soudan, particulièrement par rapport à l’article stipulant « qu’aucune coutume, tradition ou considération religieuse » ne peut cautionner la violence envers les femmes. Évidemment, l’adoption d’un tel accord ne règle pas tout, mais peut servir de référence dans la lutte faite aux femmes. Au mouvements sociaux d’y voir maintenant !

**Coopération internationale**

Enfin, les signaux reçus de toutes parts nous obligent à constater la dégradation rapide de la « bonne réputation » qu’avait le Canada sur la scène internationale depuis l’élection du gouvernement Harper, et ce, autant sur les questions environnementales que sur les questions de coopération internationale, de la question palestinienne ou de la question de l’immigration.

À l’intérieur même du Canada, le gouvernement Harper continue de saper le soutien aux organismes de solidarité internationale, particulièrement lorsqu’il s’agit d’éducation et de sensibilisation du public : Conseil canadien pour le développement international (CCCI), Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Kaïros, Alternatives, etc. Sans oublier l’abolition de l’organisme Droits et Démocratie en 2011 et de l’augmentation du financement d’organismes à caractère religieux ou servant de facade à des compagnies minières sans compter qu’avec le dernier budget Flaherty en mars 2013, l’intégration de l’Agence canadienne de développement internationale (ACDI) au ministère des Affaires étrangères du Canada.

« L’AQOCI dénonce le virage idéologique qui subordonne désormais la solidarité internationale aux intérêts de la politique étrangère et commerciale canadienne. La décision hautement politique d’intégrer l’Agence canadienne de coopération internationale (ACDI) au ministère des Affaires étrangères du Canada menacera l’efficacité de la coopération et de la solidarité internationale et est un affront direct aux valeurs qu’elles portent. (…) Alors que M. Fantino parle des « investissements du Canada dans le domaine du développement international », les organismes de coopération croient fermement que le discours du profit est en contradiction directe avec les valeurs et objectifs portés par la solidarité internationale. » (Communiqué de l’AQOCI, 22 mars 2013)

Les coupures de 9,7 % (377,6 millions $) appliquées à l’aide internationale, dont 319,2 millions $ à l’ACDI, annoncées lors du dépôt du budget Flaherty en mars 2012 ne pourront que dégrader encore davantage la situation.

D’ailleurs, pour dorénavant accéder à un soutien financier de la part du gouvernement canadien, « les organisations doivent présenter des projets qui « soutiennent et adhèrent » aux politiques et aux engagements nationaux et internationaux du Canada (communiqué de l’AQOCI, 14 mars 2012). Ce qui a amené l’AQOCI à débuter un processus de réflexion et de consultation sur la possibilité de demander au gouvernement du Québec de créer une agence de développement québécoise et de rapatrier les sommes du fédéral en conséquence.

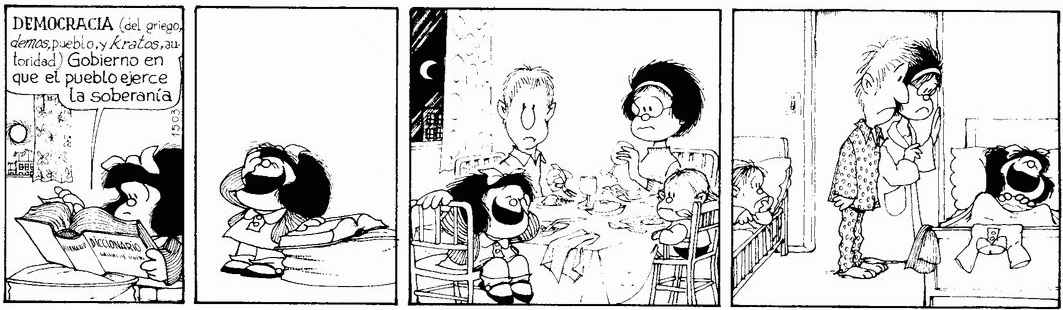
Le RQ-ACA n’est pas intervenu directement sur le terrain fédéral, mais a plutôt fait le choix de s’associer à la coalition Pas de Démocratie sans Voix (PDSV), de participer à ses rencontres générales (équivalent d’une assemblée générale) et à certaines de ses activités. Rappelons que PDSV a été mis sur pied en juin 2010 sur la base d’une déclaration dénonçant les orientations du gouvernement Harper de l’identification d’un certain nombre de demandes adressées à ce dernier.

**Sur le terrain électoral**

Au Québec, l’élection du gouvernement péquiste a suscité beaucoup d’espoir et d’attente de la part des mouvements sociaux et d’une part importante de la population. Cependant, ces espoirs et ces attentes ont rapidement « pris l’bord » puisque le gouvernement péquiste a reculé (ou carrément renié dans certains cas) ses promesses les plus importantes, dont l’annulation de la taxe santé. Reprenant essentiellement le fond des orientations libérales, le gouvernement péquiste semble en continuité de ses politiques depuis le début des années 1980, c’est-à-dire l’application des politiques et des orientations découlant du néolibéralisme ambiant.

Les attaques contre certaines catégories de personnes à l’aide sociale, les coupures en santé, en éducation et dans les centres à la petite enfance, la ridicule augmentation d’impôt des plus riches, ne sont que quelques exemples qui ont ébranlé le peu de confiance des électeurs et électrices en ce parti. Voilà qui risque d’avoir un impact majeur : une augmentation importante du cynisme politique et une baisse de participation aux prochaines élections provinciales. De toute façon, il est à prévoir que nous serons conviés à de nouvelles élections provinciales dans un avenir assez rapproché. Le RQ-ACA, comme l’ensemble du mouvement d’ACA doit s’y préparer dès maintenant.

Les dernières élections provinciales nous ont encore une fois démontré la nécessité d’une réforme du mode de scrutin. Avec un mode de scrutin proportionnel, nous obtiendrions des résultats plus révélateurs et plus représentatifs des courants idéologiques et politiques présents au sein de la population et seraient donc mieux représentés à l’Assemblée nationale.



L’adoption d’une mode de scrutin proportionnel est plus que nécessaire et urgent. Même si 80% de la population est en accord avec ce mode de scrutin et que les différentes consultations vont en ce sens, la classe politique demeure fermée à un tel changement. Malheureusement, les mouvements sociaux, qui sont en général en accord avec un tel changement, ne mettent pas beaucoup de pression sur le gouvernement pour que ça change.

Par ailleurs, il serait difficile de passer sous silence la tenue des élections municipales en novembre prochain au Québec. Plusieurs questions touchant les champs d’interventions des organismes relèvent en partie du palier municipale : environnement, logement, loisirs, développement rural ou urbain, etc. De plus, un nombre croissant de municipalités se dote d’une politique de développement social qui inclue des critères de reconnaissance et de soutien financier des organismes communautaires, et ce, même si ce soutien est minime.

Enfin, quand on assiste aux dérives, parfois même carrément de la fraude, concernant la gestion de certaines enveloppes dévolues à des projets routiers ou autres, on peut se questionner sur la place des citoyens et citoyennes dans la politique municipale. Les membres du CA, sans prévoir d’interventions particulières sur le plan municipal, en appelle à la vigilance des organismes d’ACA « sur le terrain » et, s’il y a lieu, les encouragent à intervenir selon leurs préoccupations et leurs ressources lors des prochaines élections.

En terminant, soulignons une première dans l’histoire du Canada : la majorité de la population (plus de 83 %) ont une femme comme première ministre provinciale (Ontario, Québec Alberta, Terre-Neuve et Labrador).

# A.3 Et la fiscalité dans tout ça?

Comme nous le mentionnions l’an dernier, « Les choix budgétaires et fiscaux des gouvernements demeurent un excellent baromètre du vent idéologique dominant au sein de la classe politique au pouvoir. Que l’on aime ou pas ces questions, elles demeurent incontournables pour l’ensemble de la population, les mouvements sociaux en général et, bien sûr, les organismes d’ACA. Bien plus que des chiffres, la fiscalité et les budgets gouvernementaux (tant sur les plans fédéral, provincial que municipal) reflètent une vision du monde avec au cœur de celle-ci le rôle de l’État. Comment peut-on parler de justice sociale, incluant la répartition équitable de la richesse, s’il n’y a pas de justice fiscale ? »

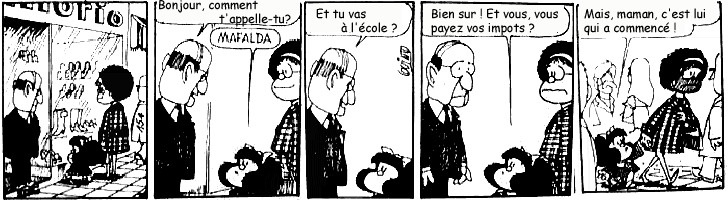
En conséquence, la lutte pour l’obtention d’une société plus juste et plus équitable passe inévitablement par une réflexion et un minimum d’analyse des choix budgétaires, incluant la question des impôts, par les différents mouvements sociaux dont les organismes d’ACA.

À cet égard, les choix des gouvernements en cette matière dévoilent clairement leur option : on s’attaque aux plus pauvres en rapetissant l’accès à certains programmes sociaux et/ou en diminuant leur apport financier (aide sociale, assurance-chômage, pension de vieillesse); on affaiblit nos programmes sociaux (éducation, santé); on augmente la tarification de plusieurs services (électricité, taxe santé) et; on ménage les plus riches et les grandes corporations (banques, grande industrie). Évidemment, dans les choix gouvernementaux se trouvent aussi les choix portant sur le financement (ou non) de certaines catégories d’organismes communautaires.

Dans les pays occidentaux, la situation des finances publiques est mise à mal : déficits budgétaires annuels se perpétuant, dettes cumulées imposantes, coupures dans les programmes sociaux, etc. Une bonne part de cette « crise des finances publiques » provient des difficultés économiques entraînant une augmentation du chômage et une diminution des recettes fiscales et des baisses importantes d’impôt depuis déjà quelques décennies.

Par exemple, aux États-Unis la dette du gouvernement fédéral seulement s’élevait, en octobre 2012, à plus de 16 199 milliards de dollars (eh oui, 16 199 000 000 000 000 $). Cette dette représentait en 2011 plus de 98,7 % du PIB. Note intéressante mais sûrement inquiétante pour les étatsuniens, la Chine était le principal détenteur de titres de leur dette publique avec 26 % du total.

Soulignons qu’aux États-Unis, le taux d’imposition fédéral des plus riches est maintenant de 40 % (contre 23 % au Canada) et de 33 % pour les compagnies (contre 15 % au Canada).



Cependant, il semble se dégager une ouverture vers une hausse de l’impôt des plus riches (parfois même avec l’accord de certains d’entre eux !). En Europe, la situation concernant les impôts est très variable. Plusieurs articles sont parus dans diverses revues pour dénoncer l’injustice fiscale dont la revue Alternatives Économiques du mois de février 2013 qui y consacre une bonne partie de son contenu.

Le cas de l’acteur français Gérard Depardieu, qui a indiqué son désir de déménager dans un autre pays, a fait ressortir la volonté du gouvernement français d’aller de l’avant pour imposer davantage les plus riches, mais a aussi démontré jusqu’où l’arrogance et l’égoïsme de certains d’entre eux peuvent aller.. De plus en plus, on parle de « réfugiés fiscaux » en ce qui concerne les riches qui veulent se soustraire à leurs obligations fiscales.

Comment ne pas passer sous silence le dévoilement, au début du mois d’avril 2013, de milliers de documents portant sur les personnes et compagnies qui placent une partie importante de leur avoir dans les paradis fiscaux? Cette fuite, que l’on nomme « Offshore Leaks », a mis clairement en lumière les pratiques visant à payer le moins d’impôt possible en soustrayant le maximum de revenu aux impôts des pays occidentaux. Cette fuite révèle que plus de 450 Canadiens, dont 46 Québécois, font partie d’une liste non exhaustive des personnes qui utilisent cette pratique «anti sociale ».

Ce développement découle du travail effectué pendant plusieurs années par le Consortium international des journalistes d’enquête. Parallèlement, des organisations s’intéressent aussi à cette question depuis plusieurs années dans différents pays. Au Québec, mentionnons ATTAC-Québec, l’Institut de recherche et d’information socio-économique, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, etc.

Un des arguments utilisés pour justifier les baisses d’impôt des dernières décennies est que l’argent ainsi économisé par les entreprises et les plus riches servira à soutenir le roulement de l’économie (avec la création de richesse et d’emplois). Au Canada, ainsi qu’au Québec, le gouvernement nous a souvent servi cet argument. Pourtant, selon certaines études, les nombreuses baisses d’impôt, profitant essentiellement aux plus riches, ont contribué à l’augmentation indécente des liquidités des grandes compagnies.

« Le chiffre est énorme: 575 milliards de dollars. 575 000 000 000 $. Avec neuf zéros. C’est la rondelette somme qui dort dans les coffres des 150 plus grandes entreprises non financières du pays (on exclut donc les banques) cotées à la Bourse de Toronto. Des liquidités sans précédent, selon Statistique Canada. C’est presque l’équivalent de la dette du Canada (600 milliards$) » (tiré du blogue de Alex Castonguay sur *Actualité.com*, 21 janvier 2013).

Par ailleurs, le ministre Flaherty, lors du dépôt de son budget en mars dernier, a indiqué sa volonté de lutter contre l’évasion fiscale, entre autres par un contrôle informatique et... la délation. Malgré tout, on peut se poser des questions sur le sérieux de cette démarche, puisque dans le cadre des « accords d’échange de renseignements fiscaux » avec des paradis fiscaux une « clause stipule que les canadiens qui inscrivent leurs actifs dans les paradis fiscaux signataires de ces pactes peuvent les transférer à nouveau au Canada sans y payer d’impôts. » (« Lutte contre l’évasion fiscale d’Ottawa : l’effet d’optique », Alain Deneault, *Le Devoir*, 23 mars 2013).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Taux d’impôt fédéral sur le revenu des sociétés (%)** | | | | | |
| **Année** | **%** | **Année** | **%** | **Année** | **%** |
| 1960 | 41 | 2000 | 28 | 2007 | 21 |
| 1970 | 40 | 2001 | 27 | 2008 | 20,5 |
| 1980 | 36 | 2002 | 25 | 2009 | 20 |
| 1990 | 28 | 2003 | 23 | 2010 | 19 |
| 2000 | 28 | 2004 | 21 | 2011 | 16,5 |
|  |  | 2005 | 21 | 2012 | 15 |
|  |  | 2006 | 21 | 2013 | 15 |
| *Note : Actuellement, chaque baisse d’un point d’impôt diminue les revenus du gouvernement fédéral de 2 milliards de dollars.* | | | | | |

Monsieur Deneault stipule qu’en 2011, « dans les six principaux paradis fiscaux, les Canadiens ont transféré près de 140 milliards de dollars », dont 53 milliards à la Barbade et 26 milliards aux Îles Caïman. Bref on « pognera » les p’tits poissons et on laissera les gros poissons s’en tirer... légalement!

Pour seulement sept paradis fiscaux, ce « détournement légal » priveraient annuellement le gouvernement canadien d’une somme évaluée à plus de sept milliards de dollars (Arthur Cockfield, professeur en droit fiscal international de l’université de Queen’s en Ontario, à l’émission *Enquête* de Radio-Canada intitulé « La grande évasion », du 4 avril 2013). On peut facilement s’imaginer l’impact de telles pratiques sur les finances publiques du gouvernement québécois !

Pour mémoire, faisons référence à une nouvelle étude du Congrès du travail du Canada (CTC). En 2000, le taux d’imposition des sociétés au fédéral était de 28 %. Il a diminué à 21 % sous le règne Chrétien-Martin (2000 à 2005), puis à 15 % sous la gouverne de Stephen Harper. La dernière baisse a pris effet le 1er janvier 2012.

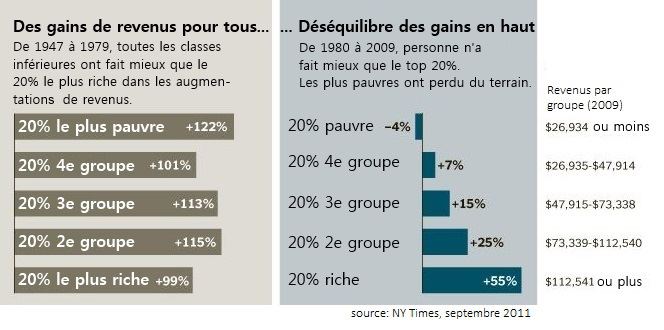
Soulignons le travail important et intéressant de nos collègues du Centre canadien de politiques alternatives qui publient, à chaque année depuis déjà plus de dix ans, un budget alternatif pour le Canada.

Malgré les résultats d’un récent sondage Léger - La Presse (24 août 2012) indiquant que 50 % des personnes sondées sont favorables à une hausse d’impôt des riches, le gouvernement péquiste a décidé d’ajouter un autre palier d’imposition avec un gros pourcentage supplémentaire de… 1,75 %! Lors du même sondage, 80 % des personnes se sont dites favorables à une hausse d’impôt des compagnies. Pourtant, cet appui massif au sein de la population pour une hausse d’impôt des compagnies a eu très peu d’écho au sein du gouvernement péquiste.

**Répartition de la richesse**

À la lumière des plusieurs données, les questions de justice sociale et fiscale en prennent un sérieux coup. À titre d’exemples, que nous pourrions facilement multipliés :

* La concentration de la richesse se confirme puisque « la part du 1% des plus riches est passée de 7 % en 1982 à 11 % en 2007 » (tiré du livre *Sortir de l'économie du désastre : austérité, inégalités, résistances du Réseau pour un discours alternatif sur l'économie*, mars 2012)
* En 2010, le revenu moyen des 100 PDG les mieux rémunérés au Canada s’élevait à 8,38 millions $ (27% de plus qu’en 2009). « C’est aussi 189 fois le salaire moyen du travailleur, qui est de 44 366 $ avec une augmentation d’à peine 1,1 % par rapport à l’année précédente » (« Au lieu de renverser la tendance, la crise l’accentue », *L’Aut journal,* no 307, mars 2012)
* « Les trois quarts des Canadiens bénéficient de services publics qui valent plus de 50 % du revenu total gagné par leur ménage » (Tiré d’une publicité de l’Alliance de la fonction publique du Canada parue dans la revue *A bâbord* no 41, octobre/novembre 2011)

**

Le tableau ci-dessous démontre clairement un des effets pervers des changements liés aux modifications de l’économie, du monde du travail et de la remise en question de l’État social. Bref, voilà un bel exemple de l’application des orientations et politiques néolibérales dans l’un des pays les plus puissants du monde, les États-Unis. Ces données proviennent de ce pays, mais ont peut facilement les extrapoler avec ce qui se passe au Canada, possiblement en adoucissant quelque peu l’augmentation des écarts.

Encore aujourd’hui, la fiscalité devrait demeurer l’outil principal et incontournable permettant la répartition de la richesse. Nous disons bien « devrait », puisqu’il semble que cet outil s’est affaibli au cours des trente dernières années. Cependant, nous sommes encore enclin à affirmer que la fiscalité est toujours l’outil principal et la façon privilégiée de répartir la richesse et de maintenir - sinon de bonifier - nos programmes sociaux.

Au cours des années, l’analyse des choix fiscaux et budgétaires des gouvernements en place nous permet de mieux comprendre différents impacts touchant les populations rejointes par les organismes d’ACA : élargissement de l’écart entre les riches et les pauvres, coupures dans les programmes sociaux, endettement gouvernemental, tarification des services publics, etc. Le travail d’intervention du RQ-ACA sur ces questions prend racine dans deux grands axes principaux : l’intérêt de la population en général (particulièrement des personnes les plus démunies) et l’intérêt des organismes d’ACA comme agents de changement social.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Les profits des banques en forte progression** | | | | | |
| « Au total, les six grandes banques canadiennes ont cumulé un bénéfice net record avoisinant les 30 milliards en 2012 » | **Banque** | **2011** | **2012** | **Variation** | **Rendement sur fonds propres** |
| Royale | 6 444 | 7 539 | + 17 % | 19,3 % |
| TD | 6 045 | 6 471 | + 7 % | 14,9 % |
| Scotia | 5 330 | 6 466 | + 21 % | 19,7 % |
| BMO | 3 114 | 4 189 | + 35 % | 15,6 % |
| CIBC | 2 900 | 3 300 | + 14 % | 22,0 % |
| Nationale | 1 296 | 1 634 | + 26 % | 24,5 % |
| TOTAL | 25 129 | 25 129 | + 18% |  |
| *Source : Rapport annuel des banques et « Des profits records de 30 milliards pour les banques », Le Devoir, 8 décembre 2012.* | | | | | |

C’est dans une perspective d’analyse générale des impacts de la fiscalité et des budgets gouvernementaux sur la population via les pro-grammes sociaux et les services publiques et sur les organismes d’ACA que le RQ-ACA intervient depuis quelques années sur ces questions: participation à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, dépôt d’un mémoires au ministre des Finances lors des consultations prébudgétaires, communiqués de presse, production de documents sur le financement des organismes d’action communautaire, représentation auprès du ministère de l’Emploi et de la solidarité Sociale (MESS), représentation auprès de l’opposition officielle, etc.

Ce qui est intéressant depuis quelques années est l’identification, par les mouvements sociaux, de pistes pour augmenter les revenus de l’État afin d’assurer des programmes sociaux adéquats, de combattre la pauvreté, de protéger l’environnement tout en répondant positivement aux besoins de l’État et aux besoins exprimés par les organismes d’ACA. Si d’un côté nous réclamons à cor et à cris un meilleur financement pour les organismes d’ACA sans, d’un autre coté, se préoccuper des finances publiques en général, sommes-nous vraiment cohérents?

Bien entendu, le discours des mouvements sociaux en général et du mouvement d’ACA en particulier, se heurte à la classe politique dominante et à ses beaux parleurs qui pullulent dans les médias : éditorialistes, chroniqueurs, analystes patentés et bien d’autres. Souvent, ils nous servent la sauce de « le Québec n’a pas assez de riches pour s’en préoccuper » comme si le nombre justifiait le fait de ne pas leur faire payer leur juste part.

À l’instar d’autres composantes des mouvements sociaux, il serait important que le RQ-ACA et ses membres (de façon autonome) réclament la tenue d’un mécanisme quelconque (enquête publique, sommet, commission d’enquête, etc.) visant à faire la lumière sur la situation actuelle et réelle de la fiscalité québécoise et à recommander des corrections afin de viser une plus grande justice fiscale. Pourtant :

* Le taux d’imposition des plus fortunés au Québec est passé de 33 % en 1988 à 25,75 % en 2013.
* Pour les compagnies, « le taux statutaire combiné fédéral/provincial a chuté de 42,6 % en 2000 à 34 % en 2007 à 27,8 % en 2011 ». Malgré que les gouvernements nous répètent que les baisses d’impôt pour les compagnies leur permettront d’investir davantage dans la modernisation et la recherche, « les sociétés ont utilisé les plus grands profits après impôt pour augmenter les dividendes payés à leurs actionnaires (...) qui sont passés de 30 %, en 2000, à 50 % dans les dernières années ». (« En quoi ont résulté les réductions des impôt frappant les sociétés ? », tiré du site du Congrès du travail du Canada, 25 janvier 2012).
* « Dans l’ensemble, la réduction du fardeau fiscal des entreprises atteindra 2 milliards de dollars en 2011-2012. » (*Document de consultations prébudgétaires - Budget 2010-2011*, Ministère des Finances, Québec, p.31).
* « Le Québec serait un royaume des subventions aux entreprises » avec un total de six milliards en subvention par an et suggère que «  les Québécois devraient se demander si le fait de donner plus de 6 milliards par an aux entreprises est le meilleur usage de l’argent des contribuables » selon l’Institut Fraser, organisme qu’on ne peut certes pas qualifier de gauchiste (« Le Québec serait un royaume des subventions aux entreprises », *La Presse*, 28 novembre 2009, p. 19).
* Hydro-Québec a obtenu, pour l’ensemble de l’année 2011, des profits nets de 2,6 milliards de dollars sur des revenus de 12,4 milliards représentant une marge de profits de 21 % ! Le dividende versé au gouvernement pour l’année 2011 est de 1,96 milliards (« Hydro a réalisé un bénéfice net de 2,6 milliards en 2001 », *lapresseaffaires.cyberpresse.ca*, 28 mars 2012).

# A.4 Les droits sociaux et culturels en berne

Difficile de cerner la situation actuelle de l’ensemble des droits sociaux, particulièrement sur le plan international. Si ceux-ci font l’objet d’articles dans différentes chartes d’institutions internationales (dont l’ONU), il en va tout autrement de leur respect sur le terrain.

La charte de plus en plus utilisée par les mouvements sociaux est sans doute la Charte internationale des droits de l'homme (sic) particulièrement la Déclaration universelle des droits de l'homme (sic) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

En ce sens, l’avancée sur papier des droits sociaux contribue tout de même à donner des « poignées » aux organismes intervenant sur différents champs/sphères d’intervention: femmes, ainéEs, des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuels et transgenres (LGBT), enfance, travail, personnes handicapées, immigration, autochtones, etc. En ce sens, on peut parler d’une culture de perspective de « mondialisation des droits sociaux » en développement.

Par l’intermédiaire de cette culture en développement, on assiste de plus en plus à des liens (certains parlent des solidarités) entre les militants et militantes de divers pays (les forums sociaux en étant un exemple) et entre pays et peuples de différents horizons.

Quand on aborde la question des droits des femmes, on peut clairement constater ce type de solidarité en développement depuis plusieurs années déjà. Dans le cas des droits personnes LGBT, les liens se tissent de plus en plus sur le plan international et différentes interventions en découlant commencent à donner des résultats intéressants. La question du mariage de même sexe en France et la mobilisation au Québec en est un bon exemple. Évidemment, le développement des nouvelles technologies de l’information demeure un atout incontournable dans le développement de ces solidarités.

De plus en plus, quand des situations d’oppression flagrante, d’exploitation abjecte, de répression collective, d’agression individuelle ou autre, la réaction de dénonciation est devenue presqu’immédiate, et ce, en grande partie grâce aux médias sociaux. Plusieurs exemples peuvent être donnés dont la jeune fille violée par un gang en Inde, l’emprisonnement du groupe de chanteuses féministes russes Pussy Riot, le printemps arabe, etc. Des organismes et mouvements tel AVAAZ (plus de 20 millions de « membres/abonnés ») et Amnistie internationale y contribuent grandement.

Malgré cette visibilité, le respect des droits sociaux s’amenuise de jour en jour partout dans le monde : droit au travail (accès à un travail régulier, salaire décent, conditions de travail adéquates, etc.), droit à un revenu décent (aide de dernier recours, assurance-emploi, pensions de vieillesse, etc.), droit au logement (abordable et sécuritaire), droit d’association (syndicats, organismes communautaires, associations étudiantes, etc.), accès à l’éducation et à la santé, etc.

En ce qui concerne les droits sociaux au Canada, la situation est très inégale. L’ensemble des droits dits économiques sont dépouillés de plus en plus de leur chair, particulièrement en ce qui a trait aux revenus (pensions de vieillesse, assurance-chômage) et aux droits des autochtones. De façon paradoxale, la Chambre des communes à Ottawa, dirigé par un gouvernement conservateur, a adopté le 20 mars dernier, une nouvelle loi visant à criminaliser la discrimination contre les transgenres canadiens. Ce projet de loi d’initiative parlementaire, déposé par l’opposition a reçu 149 votes favorables contre 137, le tout avec l’appui essentiel de 18 députés conservateurs, dont quatre ministres.

Par ailleurs, lors du dépôt du dernier budget du ministre des Finances au fédéral en mars dernier, une lever de bouclier s’est fait au Québec sur plusieurs questions dont les changements touchant le financement des programmes soutenant la main-d’œuvre, le retrait des avantages fiscaux accordés au Fonds de solidarité (FTQ) et au FondAction (CSN), l’augmentation de l’impôt sur les excédents (profit) du Mouvement Desjardins (de 11 % à 15 %) et l’intégration de l’ACDI aux ministère des Affaires extérieurs du Canada.

Sans tomber dans le discours simpliste du « modèle québécois » ou dans un nationalisme étroit, force est de reconnaître que plusieurs orientations politiques et économiques du gouvernement fédéral heurtent de front certaines acquis « historiques » du Québec.

Avec les attaques de front du gouvernement Harper, un constat effectué depuis quelques années nous interpelle encore plus clairement : le manque de connaissance des mouvement sociaux canadiens hors Québec, dont le mouvement dit communautaire, ainsi que les luttes sociales se déroulant sur la plan pancanadien et dans les autres provinces. Cette situation qui perdure ne peut qu’affaiblir la capacité des mouvements sociaux à combattre les politiques conservatrices et réactionnaires du gouvernement Harper.

Comme on peut le constater depuis l’élection de ce gouvernement (encore davantage depuis qu’il a été élu majoritaire en mai 2011), ses attaques touchent directement une part importante des personnes à qui s’adressent les organismes d’ACA et ont un effet immédiat sur des terrains d’intervention de ceux-ci : assurance-chômage, pensions de vieillesse, logement social, santé, éducation postsecondaire, etc. De plus, d’importantes décisions prises par le parlement canadien ont un impact majeur sur l’ensemble de la population : fiscalité, politique extérieure, engagement militaire, ententes de libre-échange.

Malgré un petit premier pas dans la connaissance du mouvement communautaire canadien hors Québec, par l’organisation d’une rencontre nationale du RQ-ACA dont une demi-journée était consacrée à cette question en mars 2012, peu de suivi a été effectué depuis cette rencontre.



*Céline Métivier, agente de recherche, lors de la vigile de 12 heures visant à revendiquer la tenue d’une commission d’enquête publique sur les agissements policiers durant le printemps étudiant 2012.*

# B) Dans nos rangs

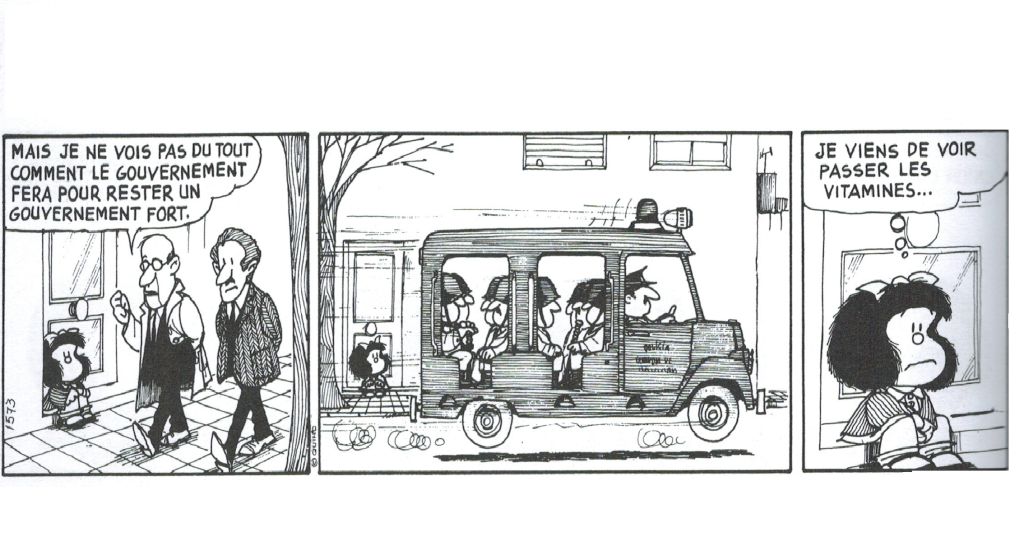
# B.1 Mobilisation des mouvements sociaux

Sur le plan international, les nombreuses et importantes mobilisations des mouvements sociaux démontrent que ceux-ci ne sont pas morts comme le prédisaient certains chantres du néolibéralisme. Les mobilisations sur des enjeux démocratiques dans les pays du Moyen-Orient et les mobilisations monstres contre les politiques d’austérité des gouvernements en Europe en passant par des actions « de survie » en Afrique, on peut clairement affirmer que le « monde bouge ».

D’ailleurs, comme nous l’avons indiqué ci-dessus, le développement de campagnes internationales pour les droits humains ou autres luttes spécifiques est un présage intéressant de types de mobilisations à développer. Le maintien du Forum social mondial, de la Marche mondiale des femmes et la multiplication de lieux de rencontres des mouvements sociaux (syndical, environnemental, féminisme, LGBT, etc.) ne fait que renforcer des orientations et positions communes de ces mouvements.

Au Canada et au Québec, les mouvements sociaux en général se sont mobilisés à différents degrés cette année : manifestations, occupations, dénonciations régulières, etc. Trois luttes importantes retiennent notre attention : la poursuite de la lutte historique du mouvement étudiant québécois, les nombreuses manifestations contre la réforme de l’assurance-chômage et l’étonnante mobilisation d’une partie importante des milieux autochtones sous l’impulsion de Idle no more. Évidemment de nombreuses autres luttes sectorielles se sont tenues à une échelle plus restreinte ou ayant un retentissement moindre. Cela n’enlève absolument rien à leur importance et à leur impact réel pour les personnes concernées.

La lutte contre la hausse des frais de scolarité soulève l’importance que la société québécoise accorde à l’éducation et, par ricochet, à la place qu’on doit lui accorder dans le budget de l’État (tant canadien que québécois). Cette lutte a permis de mettre sur la place publique la question de l’accessibilité aux études (évoquant même la gratuité scolaire) en soulevant les choix budgétaires et fiscaux du gouvernement.



Si, dans un premier temps, les liens entre le mouvement étudiant (en premier lieu l’ASSÉ) et les autres mouvements sociaux se sont renforcés, l’appel pour un appui à la gratuité scolaire est demeuré faible, et ce, souvent par absence de position claire au sein des organisations. Le RQ-ACA n’a pu prendre position pour ou contre, une consultation auprès de ses membres s’étant soldé par une trop faible participation (absence de quorum). Cependant, le RQ-ACA a été présent lors de plusieurs mobilisations de ce mouvement.

Les mobilisations découlant de la réforme de l’assurance-chômage sont très inégales au Canada. Si elles sont impressionnantes dans les Maritimes et dans certaines régions du Québec (pensons aux 4 000 manifestants et militantes aux Îles-de-la-Madeleine en janvier dernier – près du tiers de la population !), elles semblent beaucoup moins importantes dans les grands centres urbains et au Canada anglais. Même le Conseil du travail du Canada (la plus grande centrale syndicale au Canada) n’a pas cru bon de mettre cette question dans ses priorités. Sur cette question, le RQ-ACA a participé à quelques mobilisations et a interpellé le Comité sectoriel de main-d’œuvre de l’économie sociale et de l’action communautaire (CSMO-ÉSAC) afin qu’il demande au gouvernement québécois d’envisager la production d’une analyse de l’impact de la réforme de l’assurance-chômage parmi les organismes communautaires.

En ce qui concerne les questions autochtones, le mouvement Idle no more, la grève de la faim de six semaines de la cheffe de la réserve d'Attawapiskat, Theresa Spence, et la marche de sept Cris d’origine de la Baie-James à Ottawa (plus de 1 600 kilomètres) ont largement contribué à une nouvelle mobilisation au sein des peuples autochtones particulièrement chez les jeunes, tout en alimentant un vent de sympathie au sein de la population canadienne.

Fait à mentionner : ces deux évènements se sont fait hors des structures officielles de ces communautés. Le RQ-ACA a apporté son appui politique au mouvement Idle no more. En complément, relevons aussi une question qui prends de plus en plus d’importance, tant au sein des communautés autochtones que dans une partie de la population en général : la disparition pure et simple de dizaines de femmes autochtones.

Rappelons que ces deux dernières mobilisations découlent en bonne partie d’une réaction à la loi C-45, surnommé « loi mammouth », du gouvernement Harper. Cette loi vise à changer de nombreuses lois par l’adoption d’une seule loi et ainsi fermer la porte à de véritables débats publics et mettre le bâillon sur les interventions de l’opposition au Parlement. Cette façon de procéder est dénoncée fermement par plusieurs organismes sociaux ainsi que par l’opposition officielle au Parlement canadien.

Comme nous l’avons abordé brièvement un peu haut, l’opposition « de la rue » au Canada contre le gouvernement conservateur est plutôt tiède en général. Certaines organisations tentent d’organiser cette opposition : Voice, Conseil des canadiens, Common frontiers, etc.

Pour mieux arrimer les résistances et possiblement organiser une riposte commune, un Forum social des peuples Québec-Canada-Peuples autochtones est prévu pour l’automne 2014. Au Québec, la coalition Pas de démocratie sans voix (PDSV) demeure actuellement le lieu d’interventions communes d’une partie des mouvements sociaux québécois contre le gouvernement Harper.

Au Québec, un des lieux importants de mobilisation des mouvements sociaux contre les politiques néolibérales du gouvernement québécois, tant libéral que péquiste, est sans contredit la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (nommé Coalition tarification ci-dessous).

Sans que celle-ci soit très présente sur la place publique, soulignons tout de même l’existence de l’Alliance sociale qui regroupe les grandes centrales syndicales et quelques associations étudiantes (aucune présence du mouvement communautaire). Évidemment, d’autres lieux de convergence des mouvements sociaux existent et interviennent sur des questions plus ciblées tels le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Coalition pour l’accès à l’aide juridique, la Coalition priorité éducation, etc.

En ce qui concerne la Coalition tarification, plusieurs mobilisations on été organisées par celle-ci. Nous déplorons le fait que les médias d’information en général aient rapporté que certaines de ces manifestations étaient organisées par le mouvement étudiant et non par la Coalition (voir le tableau des activités réalisées). En plus de participer à plusieurs de ces mobilisations et rassemblements, le RQ-ACA a contribué à cette coalition par sa participation active au comité « alternatives » ainsi que par le suivi du « membership » et des finances.

L’évaluation faite par les membres du CA des activités de cette coalition est très positive tant par ses mobilisations, ses interventions publiques que par son travail d’identification de pistes de solutions fiscales répondant davantage à nos valeurs et demandes. Évidemment, ces solutions fiscales sont apportées dans le cadre du système capitaliste et ne remettent pas en question les fondements même de celui-ci.

Si ce travail a pu être effectué, c’est grâce à l’investissement important en ressources humaines de quelques organisations membres, la coalition n’ayant pas de permanence proprement dite, ce qui fait que ce sont les membres qui assument tout le travail. Les membres du CA du RQ-ACA désirent souligner ce travail et féliciter les personnes y ayant contribué.

Tout comme il y a deux ans, les membres du CA du RQ-ACA réitèrent la réflexion suivante :

En lien avec cette réflexion à venir, la nécessité de bâtir et/ou de consolider des coalitions régionales des mouvements sociaux s’avère plus que pertinente. Plusieurs régions se sont d’ailleurs dotées d’un tel regroupement sur une base permanente ou ponctuelle. (...) Pour le conseil d’administration, si des interventions et des mobilisations centralisées nationalement doivent demeurer de temps en temps, il nous faut aussi travailler à bâtir ou à consolider des assises régionales fortes afin que notre message s’enracine plus profondément et porte davantage dans la population. En ce sens, le RQ-ACA peut contribuer de différentes façons à cet objectif. (Rapport d’activités 2010-2011 – Perspectives d’action 2011-2012, RQ-ACA, avril 2011)

Si aucune activité spécifique n’a eu lieu en 2012-2013 en lien avec cette réflexion, on peut tout de même constater la vitalité de regroupements régionaux (ad hoc ou permanents) en lien avec la Coalition tarification et/ou la lutte contre la réforme de l’assurance-chômage. Sans en exagérer son importance, la circulation d’information et les appels à la mobilisation provenant des regroupements nationaux (dont le RQ-ACA) ne sont sans doute pas étrangers à l’implication d’organismes communautaires dans différentes régions.

Par ailleurs, aucune activité spécifique n’a eu lieu concernant le fait « d’organiser un moment d’appropriation des réalités des différents mouvements sociaux au Québec ». La méconnaissance des mouvements sociaux ne peut que nuire à nos analyses et à nos perspectives d’unité avec ceux-ci.

Par ailleurs, la tenue d’États généraux du féminisme prévus pour novembre 2013 est certes à mettre à notre agenda, compte tenu de l’importance de ce mouvement au Québec. Il en va de même pour la tenue possible d’États généraux des organismes communautaires en santé service sociaux mis de l’avant actuellement par la CTROC pour l’automne 2014. Il est possible que la CTROC interpelle l’ensemble du mouvement d’ACA (via le RQ-ACA) pour élargir ces éventuelles États généraux à l’ensemble du mouvement d’ACA.

# B.2 Reconnaissance et financement des organismes

À la lumière des engagements électoraux du Parti québécois et de son discours teinté de la social-démocratie, malgré son adhésion aux orientations néolibérales depuis les années 1980, plusieurs au sein du mouvement d’ACA (à l’instar d’une partie des électeurs et électrices ayant voté pour le Parti québécois) se sont sentis trahis et floués par plusieurs décisions prises par le gouvernement péquiste.

Déception, colère et sentiment de trahison ont tour à tour, et parfois en même temps, traversé notre mouvement. Une des réponses « standards » du gouvernement péquiste aux demandes de rehaussement du financement des organismes d’ACA, est la nécessité quasi absolue de faire la guerre au déficit budgétaire et d’atteindre le déficit zéro dès cette année.

Au premier chef, les membres du CA du RQ-ACA tiennent à souligner la très bonne et vigoureuse campagne des organismes en santé et services sociaux (OCASS) sous la direction unitaire de la Coalition des tables régionales d’organismes communautaires (CTROC) et de la Table des regroupements provinciaux d’organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB).

Cette campagne, sous le thème « Je tiens à ma communauté – Je soutiens le communautaire », suivait la campagne pour l’obtention d’une convention à leur satisfaction. Celle-ci a permis une visibilité commune sans précédent tout en mettant à contribution plusieurs centaines de personnes à travers le Québec. Par exemple, les OCASSS de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ont déposé une pétition de 9 400 noms!

Les outils développés, les nombreuses interventions publiques de diverses natures et les pressions politiques ont permis de démontrer la force de ce mouvement. Par ricochet, on peut affirmer sans trop se tromper que cette campagne a aussi eu un effet bénéfique sur l’ensemble du mouvement d’ACA québécois, d’autant plus que les OCASSS représente 70 % des organismes rejoints par le RQ-ACA (via les regroupements nationaux et régionaux).

À court terme, la réponse gouvernementale est un recul sur ce que les organismes d’OCASSS obtenaient depuis quelques années (une augmentation annuelle s’apparentant à une indexation similaire à l’indice des prix à la consommation - IPC) puisque le gouvernement péquiste leur a accordé une augmentation de 1,6 % malgré que le fait que l’IPC se situait à 2,1 % pour 2012. Notons qu’il faut prendre cet énoncé de façon très prudente, puisque les sommes accordées aux OCASSS sont décidées généralement sur une base régionale.

Évidemment, plusieurs organismes d’ACA financés par d’autres ministères trouvent « chanceux » les OCASSS puisqu’au moins ils obtiennent une indexation minimale, et ce, malgré que celle-ci ne couvre pas l’IPC. Certains n’ont pas été augmentés depuis plusieurs années. Pire, le gouvernement libéral avait prévu des augmentations pour un certain nombre d’organismes pour 2013-2014, mais le gouvernement péquiste les a annulées!

C’est le cas, entre autres, pour les médias communautaires dont l’augmentation prévue a été réduite de moitié et les organismes en défense collective des droits. Rappelons que les membres ont accordé un mandat clair au RQ-ACA pour exiger que l’ensemble des organismes d’ACA soit indexé annuellement à l’IPC tout en injectant des sommes supplémentaires significatives pour améliorer la situation des organismes déjà financés et accorder un soutien aux organismes en attente de financement.

Nous le répétons à nouveau : si les organismes d’ACA veulent des augmentations importantes de leur soutien à la mission, il devient primordial d’intervenir de façon cohérente et soutenue sur le terrain fiscal et budgétaire. Si nous sommes en accord avec les gouvernements pour constater le manque d’argent dévolu au fonctionnement l’État, nous devons nous poser la question « pourquoi l’État manque-t-il d’argent » ?

Rappelons que les questions liées à la reconnaissance et au financement des organismes d’ACA demeure le dossier central du RQ-ACA. Notre préoccupation fondamentale est l’amélioration des conditions de vie et de travail de la population en général, particulièrement en comptant sur l’État, mais aussi l’amélioration des conditions d’existence des organismes d’ACA québécois.

C’est en effet sous cet angle que le RQ-ACA analyse les budgets gouvernementaux. Par ailleurs, la démarche initiée par le RQ-ACA visant à clarifier les demandes globales de rehaussement du mouvement d’ACA auprès du gouvernement du Québec a clairement fait ressortir les appréciations très variables d’une organisation (ou secteur) à une autre. La première version officielle d’un tableau des demandes de rehaussement devrait être disponible au retour des vacances estivales et devrait faire l’objet d’une mise à jour annuellement.

Il est difficile de mettre à jour les données concernant le financement de l’ensemble des organismes d’ACA puisqu’au 17 avril 2013, nous n’avons pas encore obtenu les données 2011-2012 en provenance du SACAIS alors que l’année 2012-2013 est terminée! La permanence du RQ-ACA a d’ailleurs fait des représentations à cet effet. Nous vous invitons donc à être attentif aux documents qui vous seront transmis dans les semaines qui suivent.

Les démarches du RQ-ACA auprès de la ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) concernant différentes questions importantes pour les membres ont donné des résultats mitigés, mais augurent positivement pour les prochaines années. L’élément central des échanges avec le SACAIS et le Comité interministériel de l’action communautaire demeure sans aucun doute le Cadre de référence en matière d’action communautaire.

Un comité lié au conseil d’administration était responsable de représenter le RQ-ACA lors des rencontres avec le SACAIS sur cette question. Des remerciements s’imposent ici à Pierre Valois, Claudine Laurin, Céline Métivier et Normand Gilbert qui composaient la délégation. Les discussions sur le Cadre de référence n’ont pas été de tout repos, les membres ayant exprimé clairement des insatisfactions par rapport aux modifications proposées par le Comité interministériel et le SACAIS.

D’ailleurs cette question a fait l’objet de discussions et de résolutions lors de l’assemblée générale annuelle de l’an dernier ainsi que lors des deux assemblées générales extraordinaires tenues les 22 novembre 2012 et 28 février 2013. Les résultats des démarches du RQ-ACA sur cette question sont à venir mais, malgré nos réserves, nous avons confiance que ceux-ci seront positifs.

Par ailleurs, les résultats des démarches du RQ-ACA pour obtenir satisfaction sur d’autres questions sont à venir : suivi de l’application de la Politique, plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire (en cours de rédaction), réforme du droit associatif, etc. Des comptes rendus réguliers sur l’ensemble des questions traitées avec le bureau de la ministre Agnès Maltais, du Comité interministériel et du SACAIS sont acheminés aux instances appropriées du RQ-ACA.

À cet effet, rappelons qu’une rencontre a eu lieu avec du personnel politique de l’ancien gouvernement ainsi que deux autres rencontres de même nature depuis l’élection d’un gouvernement péquiste. En complément, le RQ-ACA a aussi rencontré le SACAIS à plusieurs reprises ainsi que le Comité interministériel sur l’action communautaire à une reprise.

Une autre préoccupation du RQ-ACA concernant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA est sans aucun doute les reculs subis en provenance du gouvernement Harper. Concernant le financement, mentionnons quelques secteurs touchés par des coupures ces dernières années : condition féminine, solidarité internationale, alphabétisation, personnes handicapées, logement, etc.

Outre les coupures dans le financement, les marges de manœuvre des organismes communautaires canadiens sont de plus en plus réduites sinon inexistantes. À cet égard, le cas des organismes de solidarité internationale est pour le moins très parlant.

Comme nous l’avons mentionné ci-dessus, les démarches de l’AQOCI pour l’obtention d’une agence québécoise ouvrent plus largement la réflexion et les discussions sur le rôle du fédéral dans le soutien des organismes communautaires. Les membres du CA du RQ-ACA évaluent que la conjoncture actuelle sur cette question devrait faire l’objet de réflexions à l’interne du mouvement d’ACA

# B.3 État et philanthropie

Depuis quelques années, les membres du RQ-ACA s’intéressent de plus près à la transformation du rôle de l’État (de l’État minimal à l’État néolibéral en passant par l’État « providence » et l’État « Provigo »), particulièrement ce qui touche les organismes d’ACA dont des partenariats public-philanthropie ou, si vous voulez, les PPP sociaux québécois.

Même si la Fondation Lucie et André Chagnon occupe un espace important dans cette sphère d’activités, particulièrement par sa présence publique et ses ententes avec le gouvernement québécois via différentes lois, plusieurs mouvements sociaux développent un regard critique plus large sur le rôle des fondations et autres organismes du genre dans le contexte du développement du néolibéralisme depuis les années 1980 et de la remise en question du rôle de l’État, incluant la fameuse crise des finances publiques.

À cet effet, nous soulignions l’an dernier que « La place grandissante de la philanthropie semble d’ailleurs se confirmer avec la création d’autres organismes, dont l’Institut Mallet pour l’avancement de la culture philanthropique créé par les Sœurs de la Charité du Québec avec l’appui de l’Université Laval, du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec. D’autres organismes semblent vouloir être plus visibles dont Philanthropie Québec, lequel est soutenu, entre autres, par l’École des sciences de la gestion de l’UQAM et l’Agence du revenu du Canada (ARC). »

En continuité des activités débutées en 2010-2011 sur cette question (voir les documents de l’AGA des deux années précédentes), le RQ-ACA a participé à un colloque intitulé « Fondations et PPP sociaux - Visages de la privatisation » en janvier dernier. Rassemblant 180 personnes, ce colloque a été l’occasion de faire le point sur la question des fondations et de possiblement jeter les bases d’un comité de travail intersectoriel sur cette question. Si cela s’avère, les membres du RQ-ACA (ou le CA, selon la conjoncture) évalueront la pertinence et les disponibilités d’y participer.

Une des perspectives d’action retenues par les membres du CA du RQ-ACA pour la prochaine période est d’intervenir pour que les lois et ententes du gouvernement du Québec avec la Fondation Chagnon ne soient pas reconduites et que ce type d’entente ne se reproduise pas.

Sur le terrain du gouvernement canadien, un de nos membres nous a informé du lancement en novembre 2012, par la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences Canada (RHDCC),  d'un appel d'idées sur la finance sociale, visant à permettre « aux investisseurs de financer des projets dont la société bénéficiera et à des organisations communautaires d'obtenir de nouvelles sources de financement pour concrétiser des idées novatrices ».

Un élément important de cette approche est l'obligation à impact social, développée par le Groupe d'étude canadien sur la finance sociale en décembre 2010 et  dont la firme Deloitte en fait généreusement la promotion. Ce type d'obligation consiste en un financement privé pour les OSBL lié à une obligation de résultats en fonction d'objectifs de rendement établis dès le départ.

Si les objectifs sont remplis, l'entreprise investisseure recevra un profit du gouvernement fédéral. Cette façon d'entrevoir le financement de certaines activités des organismes communautaires suscite beaucoup d'inquiétudes parmi certaines composantes du mouvement d'ACA. C'est pourquoi le RQ-ACA compte se documenter davantage afin de mieux cerner les enjeux, d'outiller les membres et de prendre une position formelle.

Comme nous mentionnons depuis deux ans « quel que soit l’État en place (de l’État providence/État social à l’État néolibéral), les mouvements sociaux en général, le mouvement d’action communautaire autonome en particulier, se sont toujours placés en « chien de garde » de ses orientations politiques et législatives. Mais cela ne dispose pas du questionnement sur le type d’État que nous voulons. Sans en faire une priorité, les membres du CA du RQ-ACA réitèrent le souhait que se fasse un début de réflexion sur le type d’État qui, compte tenu de son importance et de sa complexité, s’échelonne sur plusieurs années.

# B.4 État et organismes sans but lucratif (OSBL)

Les deux questions particulières concernant les OSBL en général sur lesquelles intervient le RQ-ACA sont le statut juridique des OSBL au Québec et les questions liées au numéro de bienfaisance relevant du gouvernement fédéral.

**Réforme du droit associatif québécois**

Pour mieux saisir la question de la réforme du droit associatif québécois, rappelons que le gouvernement québécois a déjà procédé à deux consultations formelles sur des projets de modification au droit associatif en 2004-2005 et en 2008-2009.

À noter que ces projets de réforme ont été largement rejetés par les organismes ayant participé à la consultation.

Par la suite, le dépôt d’un projet de loi et la tenue d’une commission parlementaire prévues initialement à l’automne 2010 a été reporté à quatre reprises. L’élection du Parti québécois en septembre 2012 a suscité un espoir de remise en question par le gouvernement des orientations mises de l’avant par le parti libéral depuis 2004-2005. Mais, surprise !

Lors d’une rencontre du RQ-ACA avec le conseiller politique du ministre des Finances tenue le 29 janvier dernier, le document déposé reprenait essentiellement les mêmes orientations que les libéraux : possibilité de reconnaître légalement un OSBL fondé par une seule personne, un conseil d’administration composé d’une seule personne, etc.

Une des manœuvres pour faire taire l’opposition (où l’acheter, c’est selon) est d’introduire deux types d’organismes dans une même loi : les « organisations collectives à but non lucratif » et les « organisations privées à but non lucratif ». Avec cette distinction, il semble que nous n’avons plus à « chialer » d’autant plus qu’une telle loi ne changerait absolument rien pour les organismes d’ACA.

Autre surprise, lors d’une rencontre tenue le 2 avril 2013 avec M. Pierre Châteauvert, directeur du cabinet au MESS et M. Jacques Chabot, conseiller politique à la ministre Mme Agnès Maltais, nous apprenions que, tant la ministre Maltais que son homologue des Finances, M. Marceau, n’étaient pas véritablement chaud aux orientations prônées par les fonctionnaires au ministère des Finances (OSBL à une personne). Cette information a été corroborée par d’autres sources.

Bref, les orientations du gouvernement péquiste demeurent nébuleuses sur cette question puisqu’aucune position officielle n’a encore été prise à quelque niveau que se soit. Le RQ-ACA poursuivra donc ses représentations auprès du ministre des Finances et du MESS, ainsi qu’auprès de certains députés ciblés.

Si le RQ-ACA semble être le regroupement qui suit attentivement ce dossier au sein des mouvements sociaux et en assume un certain leadership, c’est d’abord et avant tout pour consolider et développer davantage la culture organisationnelle collective et démocratique des OSBL québécois.

Si nos interventions n’ont pas été flamboyantes et connues largement, il n’en demeure pas moins que le « picossage » continu que nous avons effectué a tout de même permis de maintenir un minimum de pression pour que la réforme ait du plomb dans l’aile tout en maintenant cette question vivante, du moins un peu, au sein de notre mouvement.

Pour le RQ-ACA, les prises de positions sur cette question relèvent directement de la vision du type de société que l’on désire. Pour les tenants du « une personne », cela semble un dérivé du néolibéralisme appliqué aux OSBL : privatisation et individualisation du collectif, sans oublier la possibilité d’enrichissement personnel.

Les membres du RQ-ACA ont, à différentes reprises, émis le souhait que leur regroupement soit davantage proactif sur cette question et qu’il talonne davantage le gouvernement pour obtenir gain de cause. La relance des interventions du RQ-ACA sur cette question et du travail avec les alliés visent à répondre à ce souhait. Il faut dire que l’absence d’un comité de travail interne sur cette question, tel qu’adopté à l’AGA de l’an dernier, affaibli quelque peu la capacité d’intervention sur ce dossier.

Par ailleurs, les membres du CA du RQ-ACA sont parfaitement conscients qu’il est difficile de maintenir un minimum d’intérêt des organismes dans un contexte d’absence d’un projet de loi concret et de la remise constante de son dépôt à l’Assemblée nationale.

**Numéro de bienfaisance**

Par rapport au numéro de bienfaisance, seul un suivi minimal a été effectué cette année, et ce, principalement par l’absence de développement nouveau de la part du gouvernement fédéral et, secondairement, par manque de ressources internes. Outre quelques cas d’organismes communautaires qui ont fait l’objet d’une remise en question du maintien de leur numéro de bienfaisance, c’est davantage les coupures de subventions et les nouvelles orientations politiques et idéologiques du gouvernement Harper qui ont retenu l’attention.

De plus, la nouvelle d’un ajout de 8 millions $ dans le dernier budget du gouvernement Harper afin d’engager du personnel supplémentaire pour enquêter sur les organismes possédant un numéro d’œuvre de bienfaisance ne peut qu’alimenter nos craintes, d’autant plus que, parallèlement, ce même gouvernement coupait dans le budget du Vérificateur général qui a, entre autres, le mandat de vérifier les dépenses dans l’ensemble de l’appareil gouvernemental.

Malgré cela, des interventions du RQ-ACA ont été faites, sous forme de sensibilisation, auprès du MESS (ministre et autre), du ministre des Finances du Québec et du NPD. Étant un dossier complexe,, surtout quand on joue dans la cour des ministères des Finances et par ce biais aux relations fédérales-provinciales, et secondaire par rapport aux autres dossiers traités par le gouvernement, peu d’espace de discussion s’ouvrent à nous.

Il faut dire qu’au sein des mouvements sociaux en général (incluant au sein du mouvement d’ACA), l’intérêt pour cette question est faible. Si quelques organismes se sentent davantage interpellés, particulièrement en défense collective des droits, et qu’une certaine inquiétude se fait sentir lorsque nous y faisons référence dans le cadre de formations ou autres représentations, le manque d’abus à grande échelle et l’absence de revendications claires alimentent le désintéressement des organismes d’ACA à cette question. Encore ici, le fait que le comité de travail prévu sur cette question ne se soit pas formé, par manque de volontaires, a certes contribué aux faibles interventions du RQ-ACA sur cette question.

Rappelons que la seule position officielle du RQ-ACA actuellement en vigueur sur cette question est de l’intégrer dans le cadre de la réforme de la reconnaissance juridique en « accordant à toute association reconnue et incorporée sous la nouvelle loi le droit à (...) émettre des reçus pour fins de déductions fiscales ».

# C) Le mouvement d’ACA

# C.1 Situation du mouvement

L’année 2012-2013 a certes été une année tout à la fois dynamisante, décevante, frustrante et éclairante pour le mouvement d’ACA. La participation à différentes mobilisations sociales, au premier chef la lutte étudiante et la lutte contre la réforme de l’assurance-chômage, a permis aux organismes d’ACA de se questionner sur leur rôle social et leur application d’un des critères importants de l’ACA : la transformation sociale. Nous pouvons, sans beaucoup nous tromper, évaluer que cela faisaient plusieurs années que le mouvement d’ACA ne s’était aussi senti interpellé.

Bref, on constate une nouvelle vigueur du mouvement d’ACA en général, et ce, malgré la détérioration de l’ambiance sociopolitique nous entourant.

Évidemment, il est toujours difficile et hasardeux de bien cerner l’état du mouvement communautaire en général et du mouvement d’ACA en particulier. Depuis toujours, le mouvement communautaire est tour à tour rempli de solidarité, de contradictions et de tensions s’exprimant de façon plus ou moins intense selon différentes périodes historiques. Différences d’ordre idéologique, organisationnelles, de stratégies de collaboration/confrontation par rapport à l’État ou de nos rapports avec les autres composantes des mouvements sociaux, ces différences peuvent constituer autant de richesses que d’obstacles à l’unité d’action au sein même de notre mouvement.

Cette année, les tensions et les contradictions semblent s’être moins exprimées tant au sein du mouvement que sur la place publique.

De plus, comme nous l’avons indiqué plus haut, la forte mobilisation des organismes communautaires autonomes en santé services sociaux (OCASSS) a permis de consolider les organismes d’ACA dans ce secteur tout en contribuant grandement à la visibilité du communautaire dans l’espace public.

Outre les OCASSS, il semble qu’il y ait des rapprochements dans quelques secteurs du mouvement d’ACA : colloque conjoint en santé mentale, interventions conjointes en consommation, etc. Côté financement, il est à noter le premier plan d’action de lutte à l’homophonie du ministère de la Justice accompagné d’un nouveau financement de 2,5 millions $ sur cinq ans. Quelques organismes oeuvrant dans ce champ d’intervention ont d’ailleurs reçu leur premier financement étatique.

Par ailleurs, certaines questions ou situations interpellant l’ensemble des organismes d’ACA semblent prendre de l’ampleur : débordement des services, découlant souvent des politiques gouvernementales, retraite des anciens-anciennes dans nos organismes, préoccupation plus présente pour les conditions de travail, arrivée dans les conseil d’administration de « gestionnaires » (dans le sens péjoratif du terme), développement plus aigue du cynisme par rapport à la classe politique, comme au sein de l’ensemble de la population, etc.

Pour la période 2013-2016, quelques activités importantes interpellant l’ensemble du mouvement d’ACA auront lieu, dont les États généraux du féminisme en novembre 2014 ainsi que les éventuels États généraux des OCASSS.

Enfin, comme nous le soulignions l’an dernier « il serait intéressant et important de mieux connaître les réalités du milieu communautaire anglophone québécois et vice-versa. Le RQ-ACA y gagnerait afin de mieux cerner les réalités de l’ensemble du mouvement communautaire québécois ».

Tout en ayant des contacts sporadiques avec le Centre for Community Organisations (CoCo) qui rejoint une bonne partie des organismes communautaires anglophones du Québec, aucune activité particulière du RQ-ACA n’a eu lieu en 2012-2013 sur cette question. Par contre, les membres du CA renouvellent cette recommandation pour 2013-2016.

# C.2 Nos liens avec le gouvernement

Étant « l’interlocuteur privilégié » du gouvernement québécois en ce qui concerne l’action communautaire autonome (ACA), le RQ-ACA poursuit des travaux conjoints avec celui-ci principalement via le SACAIS. Malgré une demande de rencontre auprès de la première ministre, Mme Pauline Marois, aucune n’a eu lieu jusqu'à aujourd’hui. Il semble bien qu’il nous faudra obtenir une rencontre avec la ministre responsable des questions liées à l’ACA, Mme Agnès Maltais, avant de la rencontrer.

Si nous avons pu obtenir deux rencontres avec du personnel politique du cabinet de la ministre du MESS, Mme Agnès Maltais, malheureusement aucune rencontre n’a eu lieu avec cette dernière, et ce, malgré plusieurs demandes en ce sens. L’insistance du RQ-ACA auprès du MESS pour faire débloquer certains dossiers semble porter fruit puisqu’un nouveau plan d’action en matière d’action communautaire en élaboration devrait nous être soumis sous peu pour fin de consultation.

Plusieurs éléments de changements proposés par la partie gouvernementale au *Cadre de référence en matière d’action communautaire* ont été retirés ou modifiés suite à nos interventions. La réintroduction des questions de l’action communautaire dans les plans stratégiques du MESS (le dernier couvrant la période 2011-2014) ainsi que dans leur rapport annuel en est un autre exemple.

Sans mettre trop d’emphase sur cette question, les changements apportés au financement du Fonds d’aide à l’action communautaire autonome (FAACA) a suscité des interventions du RQ-ACA auprès de la ministre Maltais. Ces interventions ont donné lieu à deux rencontres avec des membres de son cabinet ou de son personnel politiques, mais aucune rencontre n’a eu lieu directement avec celle-ci. Bien qu’il concerne qu’une partie du mouvement (organismes de défense collective des droits et certains regroupements multisectoriels - dont le RQ-ACA), les membres du CA du RQ-ACA ont senti le besoin d’intervenir, et ce, pour quatre raisons importantes :

1. Les grandes balises de financement de ce fonds ont été, lors de sa création, largement influencées par l’ensemble du mouvement d’ACA via les rencontres nationales de 1996 et 1998;
2. L’absence totale de consultation sur la modification apportée à la loi régissant ce financement (le fameux 5 % des profits des casinos);
3. La baisse importante de la contribution du MESS au FAACA;
4. Les difficultés récurrentes pour obtenir rapidement les informations adéquates touchant ce fonds (organismes transférés ou exclus du financement, organismes nouvellement financés ou ayant obtenu une augmentation de leur financement, etc.). Au moment d’écrire ces lignes, il semble que le gouvernement péquiste modifiera la loi, sans consultation des organismes concernés, en premier lieu les organismes de défense collective des droits et le RQ-ACA.

Les travaux avec le MESS en 2012-2013 ont porté principalement sur la mise à jour du *Cadre de référence de l’action communautaire*. Soulignons que l’échéancier a quelque peu été retardé à cause de circonstances internes au MESS et de notre demande de report de son adoption. Prévu dans un premier temps pour décembre 2011, puis reporté au printemps 2012, la nouvelle version de ce cadre devrait être officialisée à l’automne 2012.

Rappelons que les éléments de discussion sont systématiquement soumis au Comité interministériel de l’action communautaire. Si pour les membres du CA du RQ-ACA, le résultat des travaux s’avérait, dans l’ensemble, satisfaisant, il en a été tout autrement pour les membres.

Lors de l’assemblée générale extraordinaire (AGE) tenue en novembre 2012, les membres ont clairement exprimé leur insatisfaction du résultat des travaux et ont indiqué tout aussi clairement les éléments principaux de désaccord. Prenant acte des positions et résolutions adoptées, du travail interne s’est effectué et de nouvelles recommandations ont été soumises aux membres lors d’une seconde AGE en février 2013. Le SACAIS et le Comité interministériel en action communautaire ont été avisés de nos demandes et oppositions par rapport à leurs propositions de modifications. Actuellement, une réécriture des éléments qui ne semblent pas poser problème est en cours.

En ce qui concerne les éléments de fond ayant fait l’objet de résolutions au RQ-ACA, les membres du conseil d’administration recommandent qu’un avis formel soit déposé à la ministre Maltais, et ce, basé sur les discussions et décisions de l’AGA de mai 2013. Une nouvelle version devrait nous être soumise en septembre ou octobre prochain pour consultation.

Par ailleurs, un des mandats importants du RQ-ACA est d’effectuer un suivi de l’application (ou non) de la Politique gouvernementale en matière d’action communautaire. Désirant systématiser ce suivi, le RQ-ACA a entrepris, il y a deux ans, des travaux d’analyse systématique des programmes et protocoles d’entente existants dans les différents ministères et organismes gouvernementaux. Découlant de ces travaux, un groupe d’échanges sur l’application de la politique a été formé au sein du RQ-ACA (voir la section des comités de travail).

Malheureusement, les ressources internes insuffisantes et les autres questions traitées prioritairement par ce groupe d’échange sur l’application de la Politique ont fait que le suivi concernant les programmes a été minimal.

La question de la reconnaissance et du financement de l’ACA par le gouvernement québécois demeure au cœur des préoccupations du RQ-ACA. La production, sur une base annuelle, du document *Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois à l’égard de l’action communautaire* demeure un outil très apprécié par les membres et constitue une référence incontournable pour notre mouvement.

Ce document nous éclaire sur le financement du gouvernement québécois tout en mettant en garde ses lecteurs et lectrices sur l’absence d’identification de sommes qui transitent par d’autres canaux et qui n’entrent pas dans l’évaluation du soutien à la mission : CSSS, CRÉ, Fondation Chagnon, etc. Par rapport à ces sommes non identifiées, un rappel régulier est exprimé auprès du SACAIS pour obtenir de telles informations.



*Céline Métivier, représentant le RQ-ACA lors des cérémonies du souvenir du 6 décembre, devant le Palais de Justice de Montréal.*

# D) Vie interne du RQ-ACA

# D.1 Mise en contexte

À la suite de la proposition votée lors de l’AGA de mai 2012 à l’effet de modifier les règlements généraux du RQ-ACA à la lumière de trois années d’expérimentation de la nouvelle structure, ceux-ci ont été modifiés lors de l’assemblée générale extraordinaire de février 2013.

Les principaux changements sont : abolition des rencontres nationales obligatoires, introduction d’une instance (le congrès) et abolition d’une autre (comité exécutif), réduction de 9 à 7 le nombre de membres du conseil d’administration, clarification des obligations des membres. Ces changements visent trois objectifs principaux : s’ajuster à la réalité de la pratique, développer davantage la vie associative et démocratique de l’organisme et ajuster la structure pour plus d’efficience.

Faisant suite à la volonté des membres exprimée lors de l’AGA de l’an dernier, les membres du CA vous présentent des perspectives d’action triennales couvrant la période 2013-2016. Ce changement découle du constat qu’environ 80 % des activités du RQ-ACA reviennent de façon récurrente et que l’AGA devrait porter sur quelques questions nouvelles ou importantes à considérer y accordant davantage d’espace/temps lors de cette importante rencontre annuelle.

# D.2 Vie associative et participative

D’entrée de jeu, nous tenons à souligner l’implication de 26 personnes provenant de 19 regroupements ou organismes nationaux membres au sein des comités de travail, du conseil d’administration, du comité exécutif ou pour leur soutien à l’organisation de certains activités particulières du RQ-ACA. Leur apport à la vie associative et aux travaux du RQ-ACA demeure des plus important et stimulant.

Un des défis pour le RQ-ACA est de développer davantage la participation des membres afin de viser une plus grande prise en charge du regroupement par ceux-ci. Cette année, deux comités sur cinq n’ont pas été actifs, un poste au CA est demeuré vacant toute l’année et un autre l’a été la moitié de l’année.

Rappelons que la participation des membres aux différents comités internes augmente notre capacité d’analyse et d’intervention sur certains dossiers importants. Quoique le quorum a été difficilement atteint pour l’AGA de mai 2012, les deux assemblées générales extraordinaires tenue en novembre 2012 et en février dernier ont causé une belle surprise avec la participation respective de 36 membres et de 42 membres (69 % du membership !).

Nous comprenons bien que les membres soient débordés par leurs propres dossiers et que souvent ils sont sur sollicités pour siéger à différents lieux de solidarité ou de partenariat. Conscients de ces réalités, nous demandons toutefois aux membres de s’investir un peu plus dans LEUR regroupement.

Nous avons le plaisir d’accueillir un nouveau membre, l’Alliance des maisons d’hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. De plus, des démarches ont tout de même été entreprises auprès d’une dizaine de regroupements nationaux identifiés qui pourraient éventuellement devenir membre.

L’important et essentiel travail abattu par les membres du conseil d’administration est à souligner. Le temps demandé pour s’approprier adéquatement les nombreuses questions abordées, ainsi que le temps accordé aux rencontres, fait en sorte que les énergies demandées aux membres du CA sont exigeantes.

Cependant, le CA demeurent un espace intéressant et stimulant pour mieux saisir les questions traversant notre mouvement tout en étant un lieu décisionnel pour l’application des orientations votées par les membres lors des assemblées générales. De plus, le CA demeure le lieu d’évaluation et d’ajustement du fonctionnement interne du RQ-ACA, tout en effectuant le suivi du travail de l’équipe à la permanence et de ses finances.

Étant donné que 2016 sera l’année du 20e anniversaire de la première rencontre nationale du mouvement d’ACA ayant donné naissance au Comité aviseur de l’ACA (précurseur du RQ-ACA) et tout le déploiement que ce mouvement a eu depuis, les membres du CA vous recommandent la tenue d’un ou des évènements pour souligner cet anniversaire.

Enfin, puisque la dernière grande rencontre décisionnelle a eu lieu dans le cadre du Congrès tenu en octobre 2006, les membres du CA évaluent qu’il serait possiblement le temps de tenir un Congrès d’orientation en 2016 pour faire le point sur notre mouvement, entre autres, sur l’adhésion des membres aux orientations actuelles du RQ-ACA. Pour effectuer une démarche significative portée par l’ensemble des membres, celle-ci devrait se tenir sur une période de un an et demie à deux ans.

# D.3 Les formations

Cette année, la formation « La petit histoire de l’ACA et regards sur les défis actuels » a suscité un intérêt moins prononcé puisque qu’elle n ‘a été donné qu’à sept (7) reprises. Cette situation découlerait essentiellement du fait qu’elle a été offerte de façon systématique depuis deux ans (dont à 22 reprises en 2010-2011 rejoignant plus de 927 personnes) ; que les outils déposés lors de ces formations peuvent être repris par les organismes eux-mêmes ; que d’autres organismes de formation touchent aussi à cette question lors de leurs propres formations et qu’à travers les échanges sur le cadre de référence en matière d’action communautaire, la question de l’ACA surgisse comme objet de discussion.

En contrepartie, nous avons été davantage sollicités pour intervenir lors de différents types de rencontres organisées par les membres, et ce, sous forme de conférences, panel ou autres. Au total nous avons effectué plus d’une douzaine de ce type d’intervention.

Étant au cœur même de notre existence, l’ACA se doit d’être ancré profondément au sein de notre mouvement. Une des façons de maintenir vivante cette réalité au sein des organismes d’ACA est d’offrir notre soutien via la formation sur cette question et les interventions de tous genres pour y arriver.

La formation a aussi pris la forme d’un séminaire portant sur l’accréditation et la certification des organismes tenue en mars dernier. Cette rencontre a été grandement appréciée par les participantes et participants qui ont eu l’occasion de prendre connaissance de quelques expériences variées de certains de nos membres sur cette question et d’échanger pour clarifier les enjeux et impacts touchant surtout la question de la certification. Les personnes présentes ont aussi émis le souhait que le RQ-ACA continuent à travailler sur cette question.

Le RQ-ACA a aussi collaboré avec le Centre de formation populaire afin de tenir un 5 à 7 avec comme thème « Plan Nord ou pas – Il y aura du développement au nord du 45e parallèle ». Cette rencontre a été l’occasion de mieux saisir différentes facettes de la réalité en lien avec le développement actuel du nord québécois.

Enfin soulignons que le RQ-ACA a assumé une présentation dans le cadre d’une conférence organisée par Pas de démocratie sans voix intitulé « La démocratie en péril sous les conservateurs ».

En lien avec la réforme du droit associatif québécois, il est envisagé de mettre à jour l’outil de réflexion produit en 2011 et d’offrir une formation minimale, et ce, dépendamment de la conjoncture et des besoins exprimés par les membres.

Finalement, étant donné les changements à venir au Cadre de référence en matière d’action communautaire, il est possible qu’une formation « ad hoc » soit concoctée pour répondre aux besoins des organismes, et ce, en tenant compte de l’importance des changements apportés.

# D.4 La visibilité

En ce qui concerne la visibilité interne et « publique » du RQ-ACA, on peut affirmer clairement qu’il y a eu un bond quantitatif et qualitatif important de notre organisation. Ce bond s’est concrétisé particulièrement dans deux aspects de notre travail : les médias sociaux et la Semaine nationale de visibilité de l’ACA (SNV-ACA). Pour un bilan plus complet, voir la section D - Visibilité et promotion du tableau qui suit.

En terme de visibilité auprès des membres, nous pouvons sans conteste dire qu’il y a eu une amélioration par l’intermédiaire de l’ACApella (4 numéros), des messages courriels visant à effectuer le suivi des dossiers traités par le RQ-ACA ainsi que des transmissions d’information des lieux d’implication ou encore de l’information jugée d’intérêt pour les organismes d’ACA en général. L’utilisation plus fréquente de Facebook et le début de l’utilisation de twitter ont contribué à la transmission d’informations à un plus large public tout en favorisant la reprise de diffusion de certaines de celles-ci par nos membres. L’utilisation des différents médias sociaux ainsi que notre site internet ont aussi permis à plusieurs membres de publiciser leurs campagnes et activités diverses. Nous en sommes très contents.

Par ailleurs, certains aspects restent à améliorer dans la prochaine période dont le site internet qui devrait avoir une présentation plus agréable et plus conviviale ainsi qu’une augmentation du nombre de communiqués en lien avec l’actualité.

Pour la prochaine période triennale, les membres du CA recommandent que le RQ-ACA rejoigne minimalement une fois par voie postale l’ensemble de 4 000 organismes d’ACA à travers le Québec. Pourquoi ne pas profiter du 20e anniversaire de la première rencontre nationale tenue en 1996 !

**Semaine nationale de visibilité de l’ACA**

Un des éléments centraux de la visibilité du RQ-ACA est sans contredit la Semaine nationale de visibilité de l’action communautaire autonome (SNV-ACA) tenue en octobre. Les activités tenues et les interventions effectuées en octobre dernier ont considérablement « tirées par le haut » le RQ-ACA.

En effet, la parution d’un supplément de huit pages portant sur l’ACA dans le journal *Le Devoir* a contribué à l’élargissement des personnes habituellement rejointes dans le cadre de cette semaine tout en donnant à l’ACA des visages et des réalités plus concrètes.

La tenue d’un panel-conférence en soirée intitulé « L’importance de l’implication citoyenne et communautaire dans le contexte politique actuel » avec la participation de François Parenteau, Francis-Déris Dupuis et Josée Legault a aussi contribué à rassembler plus de 120 personnes d’horizons diverses tout en abordant les questions liées aux réalités des organismes d’ACA.

La production d’une vidéo de 4 minutes 17 secondes intitulé « L’action communautaire autonome, c’est quoi au juste ? » a aussi contribué à l’augmentation de la présence du RQ-ACA auprès des membres lors de cette semaine de visibilité. Bref, ces nouvelles activités seront vraisemblablement reprises pour la prochaine période tout en les améliorant.

Les activités ci-dessus s’additionnaient à la production d’outils produits régulièrement par le RQ-ACA dans le cadre de cette semaine, et ce, dans un souci constant de faciliter leur utilisation par les membres : affiches, cartes postales, communiqué type, etc.

Évidemment, nous ne pouvons passer sous silence la collaboration de plusieurs regroupements locaux et régionaux et d’organismes de base qui ont réalisé des activités dans leur milieu respectif. Rappelons que la tenue d’activités sur le plan local et régional relève de ces regroupements régionaux et locaux. En ce sens, le type d’activités varie d’une région à une autre.

Enfin, tous les députés provinciaux ont reçu une lettre de sensibilisation ainsi que des exemplaires de notre matériel promotionnel. Une dizaine d’entre eux ont eu la gentillesse de nous répondre.

Bonne nouvelle pour la SNV-ACA 2013 : à la suite d’un appel fait par la permanence aux personnes responsables des communications parmi nos membres, un comité dynamique d’une dizaine de personnes s’est créé, ce qui contribue grandement à la créativité par rapport aux types d’activités à venir et à mieux cerner les besoins des organismes pour cette semaine de visibilité.

Les membres du CA réitèrent l’appel pour une implication collective plus développée des regroupements locaux et régionaux dans l’organisation d’activités dans le cadre de cette Semaine nationale de visibilité de l’ACA particulièrement par l’établissement de collaborations et de liens entre les regroupements régionaux de divers « secteurs » (femmes, santé/services sociaux, défense des droits, etc.)

# D.5 Le financement du RQ-ACA

Malgré une demande de rehaussement du soutien à la mission renouvelée régulièrement auprès de la ministre et au SACAIS, aucun nouvel argent ne nous a été alloué. Cette demande de rehaussement sera à nouveau déposée l’an prochain, et ce, dans le cadre du renouvellement de notre protocole d’entente triennal. Faute de disponibilité (lire manque de ressources humaines), aucune démarche spécifique n’a été effectuée par rapport à l’obtention de soutien financier autre que le SACAIS. Cet objectif demeure présent pour l’année en cours.

Tel qu’adopté lors de l’AGA de l’an dernier, une demande a été déposée au SACAIS pour le financement d’une analyse de faisabilité de la tenue d’un colloque en 2015 en présence de conférenciers/conférencières et de participants/participantes oeuvrant au sein de regroupements nationaux d’organismes communautaires (ou leurs équivalents) tenant leurs opérations principalement au sein des pays francophones à travers le monde. La demande, au montant de 15 000 $, n’a pas été retenue par le SACAIS.

Le RQ-ACA est financièrement en bonne santé se gardant un petit bas de laine. Malgré cela, il devient de plus en plus important et urgent d’obtenir un rehaussement du financement à la mission de la part du SACAIS/MESS si ne voulons pas nous retrouver dans une situation problématique dans un avenir pas si lointain. Malgré cette bonne situation, il n’en demeure pas moins que l’ajout de ressources humaines s’avère nécessaire à la poursuite efficace de notre mission.

Par ailleurs, suite à une réflexion au sein du CA portant sur la possibilité d’exiger une cotisation des membres, il en a conclu qu’il serait plus équitable d’en prévoir une, par le fait même, d’en faire une recommandation à débattre lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Cette recommandation découle principalement du fait que les membres participant aux assemblées générales défraient un coût d’inscription, tandis que les membres non participant ne défraient rien.

Bref, on pénalise (pas beaucoup, mais tout même) les membres qui contribuent à la vie associative de l’organismes. De plus, l’annulation de frais d’inscription aux assemblées en allègera la gestion financière.

# Bilan factuel du Plan d’action 2012-2013

**Rapport d’activités 1er avril 2012 – 31 mars 2013**



**RÉSUMÉ**

Activités réalisées en 2012-2013 en lien avec les objectifs et moyens fixés lors de l’AGA de l’an dernier.Comités de travail en 2012-2013

**Et mandats pour 2013-2016**

Afin de réaliser le plan d’action triennal 2013-2016 du RQ-ACA et pour éviter que celui-ci ne repose pas seulement sur le conseil d’administration ou l’équipe à la permanence, des comités de travail sont nécessaires. L’implication des membres favorise l’élargissement de la démocratie interne et vivifie la vie associative de l’organisme. Certains de ces comités auront un rôle plus ou moins important selon la conjoncture sociopolitique, mais assumeront un rôle de surveillance minimale et des tâches d’analyse des développements sur leurs propres dossiers.

Le conseil d’administration et l’équipe à la permanence remercient chaleureusement les personnes et leurs organismes pour leur contribution aux travaux du RQ-ACA. Ces contributions permettent de mieux cerner les enjeux concernant les organismes d’ACA et d’identifier les pistes d’intervention du RQ-ACA.

|  |
| --- |
| **Comités de travail**  *Article 7.3 Les comités permanents*   1. Le mandat de chacun des comités permanents doit directement être lié aux objets de la corporation. La durée de leur mandat est illimitée. 2. Les comités permanents sont composés :   d'au moins trois personnes en provenance de trois regroupements ou organismes nationaux membres;  d'au moins une personne de la permanence;  et, si possible, d’un membre du conseil d'administration.  *Article 7.4 Les comités ad hoc*   1. Le mandat de chacun des comités ad hoc est directement lié aux réalisations prévues dans le plan d'action annuel de la corporation. La durée de leur mandat est limitée. 2. Ils sont composés :   d'au moins un membre du conseil d'administration;  d'au moins une personne de la permanence;  de membres de la corporation;  de toutes personnes ressources invitées.  *Note : Pour les prochaines années, il serait souhaitable que les comités effectuent un bilan annuel de leurs activités et de déposent des recommandations pour fin de discussion lors de l’AGA*. |

À la lumière des réalisations 2012-2013 des comités et des constats qui en ressortent, le conseil d’administration recommande que soient retenus les cinq (5) comités permanents suivants pour les trois prochaines années :

* Comité Rôle de l’État
* Groupe d’échanges sur l’application de la Politique
* Comité Communication/Semaine nationale de visibilité de l’ACA
* Comité OSBL/Numéro d’œuvre de bienfaisance
* Comité 20e anniversaire

**Comité Rôle de l’État**

**Mandat 2012-2013**

Produire des documents et poursuivre ses analyses sur la transformation du rôle de l'État en lien avec les organismes d'action communautaire autonome, particulièrement en qui concerne les PPP sociaux, la philanthropie, l'économie sociale et l'approche territoriale intégrée.

*Personnes ayant participé aux travaux du comité en 2012-2013 :*

François Baillargeon Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec

(MÉPACQ)

Lorraine Desjardins Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du

Québec (FAFMRQ)

Claudine Laurin Réseau québécois des OSBL d’habitation (RQOH)

Mercédez Roberge Table des regroupements provinciaux d’organismes communautaires et

bénévoles (TRPOCB)

Céline Métivier Agente de recherche au RQ-ACA

Rencontre (1) : 15 octobre 2012, suivie de plusieurs échanges et validation par courriel.

**Réalisation en 2012-2013**

* Organisation d’un séminaire d’une demi-journée, le 21 mars 2013, sur la certification et l’accréditation des organismes d’action communautaire autonome, avec présentation des expériences des cuisines collectives, organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, OSBL d’habitation pour personnes âgées, centres de traitement de dépendances et corporations de développement communautaire.

Compte tenu du temps et de l'énergie disponibles, les membres du comité n’ont pu accomplir entièrement le mandat qui leur avait été confié, comme ce fut le cas aussi l’an dernier. Les efforts ont plutôt été concentrés sur l'organisation d'un séminaire d’une demi-journée sur la certification et l’accréditation des organismes d’action communautaire autonome. Pour plus de réalisme, il apparaît donc pertinent de confier des mandats plus concrets à ce comité :

|  |
| --- |
| **Les membres du CA recommandent que le comité Rôle de l’État poursuive son travail avec les mandats suivants pour la période 2013-2016 :**   * **Travailler en collaboration avec d’autres composantes des mouvements sociaux à peaufiner une position critique sur les PPP sociaux ;** * **Organiser des activités d’information et de réflexion sur des thèmes reliés à la transformation du rôle de l’État ;** * **Élaborer un projet de recherche sur les fondations publiques en lien avec la remise en question du rôle de l’État, tant fédéral que provincial, et participer à l’encadrement de ce projet.** |

**Groupe d’échanges sur l’application de la Politique**

**Mandat pour 2012-2013**

Suivre les développements quant à l’application de la Politique en matière d’action communautaire, dégager des tendances et les diffuser dans un bulletin annuel.

*Personnes ayant participé aux travaux du Groupe d’échange en 2012-2013 :*

Louisane Côté Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

Linda Déry Coalition des tables régionales d’organismes communautaires (CTROC)

Yvan Noé Girouard Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ)

Réjean Laprise Coalition des organismes communautaires de formation (COCAF)

Sylvie Lévesque Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du

Québec (FAFMRQ)

Bruno Massé Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Blanche Paradis Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec

Stephan Reichhold Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et

immigrantes (TCRI)

Céline Métivier Agente de recherche au RQ-ACA

Rencontre (3) : 11 octobre 2012, 10 décembre 2012 et 5 mars 2013.

**Réalisations en 2012-2013**

* Échanges sur l’application, dans les différents ministères, de la Politique en matière d’action communautaire.
* Partage d’information sur les nouveaux développements dans chacun des ministères : certification des organismes, rehaussement du financement, évaluation des programmes, reddition de comptes, formation, etc.
* Élaboration d’un bulletin spécial sur l’application de la Politique pour dépôt à l’assemblée générale annuelle 2013.
* Identification de perspectives pour les prochaines années, dont l’instauration d’une notation des différents ministères et organismes gouvernementaux quant à leur application de la Politique.

L’excellente participation des membres à ce Groupe d’échanges ainsi que la richesse des informations partagées lors des rencontres font de ce Groupe un lieu déterminant pour suivre l’évolution de l’application de la Politique et pour identifier de nouveaux enjeux auxquels sont confrontés les organismes d’ACA dans leurs liens avec leur ministère d’attache. Le mandat demeure donc le même que celui de l’année précédente :

|  |
| --- |
| **Les membres du CA recommandent que le Groupe d’échanges sur l’application de la Politique poursuive son travail avec les mandats suivants pour la période 2013-2016 :**   * **Suivre les développements quant à l’application de la Politique gouvernementale en matière d’action communautaire (ex. : cadre de référence, reddition de comptes, certification, etc.), dégager des tendances et les diffuser dans un bulletin annuel.** |

**Comité Communication/SNV-ACA**

*La mise sur pied de ce comité a été fait en cours d’année et n’avait pas fait l’objet d’une résolution lors de l’AGA de l’an dernier.*

Rencontre (3) : 14 juin 2012, 14 février 2013 et 21 mars 2013

*Personnes et organismes ayant pris part à une ou plusieurs réunions du comité en 2012-2013 :*

Élisabeth Cloutier Association québécoise des organismes de coopération internationale

(AQOCI)

Steve Foster Conseil québécois LGBT

Joëlle Boulet Conseil québécois du loisir (CQL)

Surainy Jiménez Mouvement québécois des vacances familiales (MQVF)

Annick Desrosiers Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ)

Amélie Asselin-Brodeur Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH)

Anipier Maheu Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Marie-Josée Filion Table nationale des CDC (TNCDC)

Kim De Baene Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et

bénévoles (TRPOCB)

Charles Tanguay Union des consommateurs

Julie-Maude Beauchesne Agente d’information au RQ-ACA

**Réalisations 2012-2013 :**

* Réflexion sur l’orientation thématique de la Semaine nationale de visibilité de l’ACA pour les trois prochaines années.
* Conceptualisation des outils promotionnels pour la SNV-ACA 2012 et 2013.
* Planification des projets communs à réaliser au cours de la SNV-ACA 2013.

Compte tenu du dynamisme de ce comité dans la dernière année pour la préparation des activités et des outils en lien avec la Semaine nationale de visibilité de l’action communautaire autonome (SNV-ACA), sous l’initiative de la permanence de contacter les responsables des communications chez les membres, il s’avère important d’officialiser ce comité et de lui confier les mandats suivants :

|  |
| --- |
| **Les membres du CA recommandent que le comité Communication/Semaine nationale de visibilité de l’ACA poursuive son travail avec les mandats suivants pour la période 2013-2016 :**   * **Conceptualiser les outils promotionnels et planifier les activités à réaliser au cours de la SNV-ACA;** * **Développer des moyens de susciter une participation des membres et des regroupements régionaux à l’organisation d’activités dans le cadre de la SNV-ACA;** * **Assurer un rôle conseil dans la conception de tout autre matériel promotionnel en lien avec une campagne du RQ-ACA.** |

**Comité OSBL/Numéro de bienfaisance**

N’ayant pas réussi à rassembler un nombre suffisant de membres participants (trois minimum), le comité OSBL/Numéro de bienfaisance n’a pas été mis en fonction cette année.

À titre informatif, voici les mandats qui avaient été votés lors de l’AGA de l’an dernier pour 2012-2013.

**Réforme du droit associatif québécois**

* Suivre de près les démarches du ministère des Finances du Québec en lien avec le dépôt d’un projet de loi visant une nouvelle reconnaissance juridique des OSBL (en remplacement de la 3e partie de la loi des compagnies).
* Continuer à intervenir sur la question de la réforme du droit associatif, tant pour faire la promotion des positions du RQ-ACA que pour élargir et consolider les alliances sur cette question.

**Numéro de bienfaisance**

* Débuter des travaux concernant les questions liées au numéro de bienfaisance et produire un document argumentaire relatif aux positions du RQ-ACA sur cette question.
* Intervenir auprès de l’Agence de revenu Canada pour faire valoir les intérêts des organismes d’ACA et, s’il y a lieu, pour soutenir des organismes comme « cause type ».
* Produire un document visant à exposer la situation actuelle de la situation en ce qui concerne le numéro de bienfaisance, les positions potentielles du RQ-ACA sur cette question et soutenir une démarche de consultation au sein du RQ-ACA sur ces positions (incluant une possible tournée d’information/ formation dans l’ensemble des régions du Québec).

Malgré l’absence de comité, le dossier de la reconnaissance juridique des OSBL québécois a légèrement progressé en 2012-2013, mais malheureusement pas dans le sens voulu par le RQ-ACA. Le nouveau gouvernement péquiste, élu en septembre 2012, semble se diriger vers un projet de loi qui ressemble beaucoup à celui des libéraux, ce qui nécessitera une mobilisation des membres et des partenaires du RQ-ACA pour s’y opposer si tel est le cas.

En ce qui concerne la question du numéro de bienfaisance, le RQ-ACA devra resserrer le suivi face à cette question, compte tenu des développements survenus ces dernières années et des orientations du gouvernement Harper à ce sujet. Le comité devra faire preuve d’initiative et assurer que des positions plus claires soient soumises à la discussion au sein même du RQ-ACA.

|  |
| --- |
| **Concernant la réforme du droit associatif et du numéro de bienfaisance, les membres du CA recommandent que ce comité soit maintenu avec les mandats suivants pour la période 2013-2016 :**  **Réforme du droit associatif québécois**   * **Suivre de près les démarches du ministère des Finances du Québec en lien avec le dépôt d’un projet de loi visant une nouvelle reconnaissance juridique des OSBL (en remplacement de la 3e partie de la loi des compagnies);** * **Continuer à intervenir sur la question de la réforme du droit associatif québécois, tant pour faire la promotion des positions du RQ-ACA que pour élargir et consolider les alliances.**   **Numéro de bienfaisance**   * **Suivre les développements liés aux questions concernant le numéro de bienfaisance (fédéral) en informer les membres et, selon la conjoncture, intervenir sur la base de la défense des organismes d’ACA.** |

**Comité 20e anniversaire**

(En remplacement du comité Vie associative)

Malgré les nombreux appels à la participation, aucun membre n’a manifesté d’intérêt ou de disponibilité pour participer au comité Vie associative. L’assemblée générale lui avait confié les mandats suivants :

* Effectuer un bilan de l’application des nouveaux règlements généraux et, s’il y a lieu, déposer des recommandations au CA.
* Évaluer la pertinence de revoir les balises de reconnaissance d’un regroupement national et d’un organisme national en ACA et déposer ses recommandations au CA.
* Identifier des mécanismes favorisant des échanges entre les membres du RQ-ACA et, dans la mesure du possible, en mettre en œuvre.

Le premier mandat (modifications aux règlements généraux) a été accompli par le conseil d’administration. Le deuxième le sera aussi par la même instance dans la prochaine année. Quant au troisième (favoriser les échanges entre les membres), il a été partiellement accompli par les travaux du Groupe d’échanges sur l’application de la Politique et par le comité Rôle de l’État.

Étant donné que le RQ-ACA compte souligner ses 20 ans d’existence en 2016, il semble davantage approprié de créer un comité spécifique « 20e anniversaire » pour la planification et l’organisation d’activités pour ce faire.

|  |
| --- |
| **Les membres du CA recommandent la mise sur pied d’un comité 20e anniversaire du RQ-ACA avec le mandat suivant pour la période 2013-2016 :**   * **Identifier, planifier et organiser des activités potentielles pour souligner le 20e anniversaire du RQ-ACA en 2016.**   *Note : ce comité pourrait entrer en fonction seulement qu’en 2014-2015.* |

# Bilan factuel

|  |
| --- |
| **A.1) Reconnaissance et financement : Politique en matière d’action communautaire** |
| 1. **S’assurer que le RQ-ACA joue pleinement son rôle d’interlocuteur privilégié du gouvernement québécois en matière d’ACA.** 2. **S’assurer que la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire* de 2001 reste active et soit appliquée et condamner toutes les atteintes à son application.** 3. **Continuer le travail de mise à jour du portrait global des programmes et protocoles d’ententes (ou leur équivalent) au sein des différents ministères et organismes gouvernementaux concernés.** 4. **Effectuer les démarches nécessaires afin d’obtenir qu’un deuxième *Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire*, travaillé conjointement SACAIS/RQ-ACA, soit adopté.** 5. **Effectuer les démarches nécessaires afin que les changements et ajouts au *Cadre de référence en action communautaire* du gouvernement répondent adéquatement aux demandes des organismes d’ACA.** |
| **Moyens** |
| **En général**   1. Exiger des rencontres « régulières » avec l’appareil politique du MESS (ministre, sous-ministre, chef de cabinet, attaché politique, etc.). 2. Tenir des rencontres avec les porte-parole des partis d’opposition à l’Assemblée nationale en matière d’action communautaire. 3. Établir des liens avec les instances appropriées des partis politiques présents à l’Assemblée nationale. 4. Effectuer une analyse des programmes des principaux partis politiques québécois concernant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA et, s’il y a lieu, profiter de la période pré-électorale ou électorale pour intervenir auprès de ceux-ci. 5. Prévoir des rencontres régulières avec le Comité interministériel de l’action communautaire   **En particulier**   1. Suivre de près tous les travaux du gouvernement concernant tant la Politique en matière d’action communautaire que le Plan d’action et le Cadre de référence l’accompagnant ainsi que les ententes administratives entre le MESS/SACAIS et les autres ministères ou organismes gouvernementaux concernés. 2. Profiter de la Semaine nationale de visibilité de l’action communautaire autonome pour faire connaître les attentes du mouvement d’ACA en ce qui concerne le respect et l’application, en toute équité, des dispositions de la Politique et du Cadre de référence en matière d’action communautaire visant la reconnaissance pleine et entière des organismes et leur financement adéquat. 3. Débuter une réflexion concernant les sources de financement du Fonds d’aide à l’ACA (dont l’apport de 5 % des profits des casinos) en collaboration avec le Regroupement des organismes en défense collective de droits (RO-DCD). 4. Continuer le travail d’analyse des programmes et protocoles d’ententes (ou leurs équivalents) liant l’État québécois et les organismes communautaires pour le financement à la mission et leur mise à jour de façon régulière. 5. Offrir un soutien aux membres qui doivent renouveler leur protocole d’entente ou leur programme avec leur ministère d’attache. 6. S’assurer d’une veille quant à l’application de la Politique gouvernementale en matière d’action communautaire notamment via le Groupe d’échanges interne sur cette question (voir la section sur les comités). 7. Mandater le conseil d’administration pour qu’il identifie des moyens de mobilisation en vue d’obtenir un deuxième plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire. 8. Consulter les membres sur la possibilité de se mobiliser de concert pour obtenir le rehaussement financier des organismes d’ACA dans la perspective de concrétiser la reconnaissance de l’ACA. 9. Partager les données et analyses produites tant par le SACAIS que le RQ-ACA portant sur *L’état de situation de l’intervention gouvernementale en matière d’action communautaire.* Dans ce cadre, exiger du gouvernement l’obtention de données plus précises sur les questions liées aux sommes d’argent bénéficiant aux organismes communautaires, mais transitant par d’autres canaux et qui n’entrent pas dans l’évaluation du soutien à la mission : CSSS, CRÉ, Fondation Chagnon, etc. 10. Continuer la mise à jour et la publication des deux documents suivants produit par le RQ-ACA: *Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois à l'égard de l'action communautaire* et *Les besoins en financement gouvernemental des organismes et regroupements en action communautaire autonome. Document de référence sur le seuil plancher*.   **Représentation**  Maintenir la participation du RQ-ACA au comité conjoint SACAIS/RQ-ACA et collaborer au comité travaillant sur la bonification du *Cadre de référence en matière d’action communautaire*. |

**Activités réalisées**

**Démarches auprès des ministres de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)**

* Demandes de rencontres avec la ministre du MESS, Mme Julie Boulet : 24 mai 2012
* Demandes de rencontres avec la ministre du MESS, Mme Agnès Maltais : 24 septembre 2012, 16 novembre 2012, 27 novembre 2012 et 21 mars 2013

**Rencontres politiques (avant les élections – gouvernement libéral)**

* Rencontre MESS (3 juillet 2012) : M. Philippe Filion (directeur du cabinet), Mme Marie-Renée Roy (sous ministre), M. Alexandre Morin (conseiller politique) et M. Daniel Jean (SACAIS)
* Quelques interventions auprès de Mme Marie-Renée Roy, directrice générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire au MESS sur plusieurs dossiers traités par le RQ-ACA dont la question du Plan stratégique du MESS et son rapport annuel.
* Demande à M. Dave Turcotte, député de Saint-Jean et porte parole de l'opposition officielle en matière d'emploi et de solidarité sociale ainsi qu'en matière de lutte à la pauvreté, d’intervenir lors de l'étude des crédits 2012-2013 du MESS, volet Action communautaire tenue le 26 avril 2012 pour questionner le gouvernement sur l’absence d’un nouveau Plan d’action en action communautaire et autres dossiers touchant l’ACA.

**Rencontres politiques (après les élections – gouvernement péquiste)**

* Conférence téléphonique (23 novembre 2012): Mme Marie-Renée Roy (sous-ministre adjointe) et M. Daniel Jean (SACAIS)
* Rencontre MESS (19 décembre 2012) : Mme Brigitte Pelletier (sous ministre MESS), Mme Marie-Renée Roy (sous ministre adjointe MESS) et M. Daniel Jean (SACAIS)
* Rencontre MESS (2 avril 2013) : M. Pierre Châteauvert (directeur du cabinet) et M. Jacques Chabot (conseiller politique)
* Rencontre du Comité interministériel de l’action communautaire (4 octobre 2012)

**Rencontres avec le SACAIS**

* Comité conjoint : 20 avril 2012, 25 février 2013 et 22 mars 2013 (conférence téléphonique)
* Comité Cadre de référence : 10 avril 2012, 30 octobre 2012, 25 février 2013
* Intervention par rapport à l’obligation des organismes financés par le SACAIS, en attente de financement en défense collective des droits ou ayant déposé une demande de soutien pour un projet au SACAIS de faire signer leur états financiers par un auditeur (comptable agréé).
* Réponse à un sondage téléphonique le 27 novembre 2012 sur « la satisfaction des services du SACAIS ».

**Dossier FAACA : divers**

* Rencontre avec le Comité de coordination du RO-DCD (28 novembre 2012 et 16 janvier 2013)
* RO-DCD : AGA (23 mai 2012) + Comité d’évaluation du programme Promotion des droits du SACAIS (05 juin 2012)

|  |
| --- |
| **A.2) Reconnaissance et financement : questions diverses** |
| 1. **Assurer un suivi des questions rattachées à la reconnaissance juridique des OSBL québécois et assumer le leadership sur cette question au sein du mouvement communautaire.** 2. **Suivre de près les questions liées au numéro de bienfaisance et intervenir au besoin.** 3. **Suivre de près les questions liées au PPP sociaux et intervenir au besoin.** 4. **Outre la *Politique en matière d’action communautaire,* effectuer une veille sur toutes questions liées à la reconnaissance et au financement des organismes d’ACA, tant sur le plan provincial que fédéral et intervenir au besoin.** 5. **Donner l’avis du RQ-ACA sur différentes questions identifiées dans le cadre des travaux conjoints SACAIS / RQ-ACA.** 6. **Augmenter, parmi les membres du RQ-ACA, les connaissances de la réalité du mouvement communautaire canadien, hors Québec.** 7. **Favoriser des échanges entre des organismes communautaires (ou leur équivalent) de pays francophones.** |
| **Moyens** |
| **En général**   1. Exiger des rencontres avec les personnes concernées dans l’appareil politique gouvernemental (ministre, ministre délégué, sous-ministre, chef de cabinet, attaché politique, etc.) sur les questions identifiées. 2. Établir des liens avec les porte-parole des partis d’opposition à l’Assemblée nationale en matière d’action communautaire ainsi qu’avec les instances appropriées des partis politiques présents à l’Assemblée nationale. 3. Établir des liens avec d’autres composantes du mouvement communautaire et d’autres mouvements sociaux selon les besoins de l’avancement des dossiers. 4. Suivre de plus près les positions du gouvernement fédéral concernant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA et intervenir plus directement en fonction des intérêts des organismes concernés.   **En particulier**   1. Effectuer une analyse des programmes des principaux partis politiques concernant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA et, s’il y a lieu, profiter de la période pré-électorale ou électorale pour intervenir auprès de ceux-ci. 2. Effectuer les démarches nécessaires pour l’obtention d’une réforme du droit associatif québécois à la satisfaction des organismes d’ACA dont la tenue d’une campagne publique d’information et de pression politique, le maintien actif d’une « coalition des alliés », la publication d’un outil de vulgarisation, des interventions auprès du Comité interministériel de l’action communautaire et du SACAIS, etc. 3. Intervenir sur les questions liées au numéro de bienfaisance en :   - intervenant à court terme auprès de l’Agence de revenu Canada (ARC) pour interpeller les responsables de ce dossier sur le fondement de leurs interprétations de la loi actuellement en vigueur qui les amènent à retirer le numéro de bienfaisance à des organismes ou refuser de leur accorder un tel numéro;  - intervenant auprès des députés québécois siégeant à la Chambres des communes pour les sensibiliser à la situation actuelle concernant les questions liées au numéro de bienfaisance;  - débutant une démarche de consultation portant sur des positions potentielles du RQ-ACA par rapport aux questions liées au numéro de bienfaisance, incluant la production d’un document d’appropriation sur ces questions, l’identification de pistes éventuelles d’orientations et la tenue d’une rencontre décisionnelle sur ces orientations.   1. Effectuer un suivi des développements en ce qui concerne les partenariats publics-philanthopiques (PPP sociaux). 2. Effectuer les démarches nécessaires afin d’obtenir un soutien gouvernemental à la participation à la vie associative des personnes ayant des limitations fonctionnelles entre autres, en collaborant avec le SACAIS en vue d’établir notamment un diagnostic et en proposant des pistes d’action concrètes. 3. Effectuer les démarches nécessaires afin d’obtenir du gouvernement l’obtention de données plus précises sur l’identification de sommes qui transitent par d’autres canaux et qui n’entrent pas dans l’évaluation du soutien à la mission (ex. : CSSS, CRÉ, Fondation Chagnon, etc), et ce, pour être davantage en mesure d’évaluer correctement le respect ou non de la Politique en matière d’action communautaire (particulièrement le pourcentage accordé au soutien à la mission par rapport aux deux autres types de financement – par entente de services et par projets). 4. Évaluer la possibilité d’intervenir sur les questions en lien avec les vérifications comptables dans les OSBL. 5. Effectuer un suivi des démarches du MAMROT et de l’Institut de la statistique du Québec visant à effectuer un portrait statistique de l’économie sociale au Québec. 6. Contribuer, s’il y a lieu, aux travaux SACAIS/MAMROT concernant l’amélioration des infrastructures et des équipements des organismes communautaires, notamment la démarche d’évaluation du Programme d’achat-rénovation d’immeubles communautaires (PARIC) en vigueur en 2002-2003. 7. Organiser, sans en faire une priorité, une activité visant à mieux faire connaître les réalités du milieu communautaire anglophone québécois. 8. Suivre l’état de la situation concernant le financement étatique des organismes communautaires canadiens (hors Québec) tout en favorisant l’établissement de contacts réguliers avec certains d’entre eux. 9. Intervenir auprès des instances fédérales appropriées pour soutenir plus activement les démarches des organismes communautaires touchés par des coupures. 10. Effectuer, si les ressources le permettent en 2012-2013, une analyse de la faisabilité de la tenue d’un colloque en 2015 en présence de conférenciers/conférencières et de participants/participantes oeuvrant au sein de regroupements nationaux d’organismes communautaires (ou leurs équivalents) oeuvrant principalement au sein de pays francophones à travers le monde. Suite à cette analyse, qu’une recommandation soit déposée par le CA pour fin de prise de décision à l’assemblée générale annuelle de mai 2013 sur la tenue ou non d’un tel colloque. 11. Vérifier la possibilité que le RQ-ACA puisse participer à certaines activités internationales pour faire la promotion de la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire* de 2001 et de l’action communautaire autonome.   **Représentations**   1. Maintenir la participation au comité conjoint SACAIS/RQ-ACA et collaborer au comité travaillant sur la bonification du *Cadre de référence en matière d’action communautaire*. 2. Continuer à siéger au Comité des services aux collectivités de l’UQAM.   c) Participer, sous réserve d’une évaluation par le conseil d’administration, au *Groupe de travail sur le portrait de l’économie sociale au Québec* (3e phase – Collecte de données) |

**Activités réalisées**

**Réforme du droit associatif**

* Deux demandes de rencontres (lettres) avec le nouveau ministre des Finances, M. Marceau (24 septembre 2012 et 4 février 2013). Aucune réponse positive actuellement.
* Rencontre avec trois conseillers politiques - Mathieu Lalonde (Finances), Jacques Chabot et Jean‐Marie Cusson (MESS) (31 janvier)
* Rencontre avec M. Serge Cardin, député de Sherbrooke et son conseiller politique, M. Sébastien Aubé (1er mars 2013)
* Sujet à l’ordre du jour à chacune des rencontres politiques avec le MESS (voir la section A.1)

**Numéro de bienfaisance**

* Demandes de rencontre avec le responsable du Québec de l’Agence du revenu du Canada (aucune rencontre obtenue)
* Suivi de quelques dossiers soumis par des organismes au RQ-ACA
* Maintien d’un minimum de contact avec le NPD (dont Mme Véronique Breton, adjointe du député Hoang Mai de Brossard - La Prairie et porte parole du NPD en cette matière.

**Comité Services aux collectivités de l’UQAM**

* Rencontres : 14 mai, 24 septembre et 12 novembre 2012 ainsi que les 28 janvier et 18 mars 2013
* Cocktail du 30e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes (le 28 novembre).

**Organismes communautaires et de recherche**

* Participation à la manifestation organisée par le RIOCM devant l’Agence de la Santé et de Services sociaux à Montréal (12 novembre 2012).
* Participation au rassemblement organisé par deux ROC et soutenu par la CTROC et la TRPOCB devant le Conseil national du Parti québécois. Objet : financement des OCASSS. (samedi, 9 février à Drummondville).
* Fonds pour la participation sociale des personnes handicapées à la vie associative : Rencontre avec COPHAN et l’AQRIPH (13 février 2013 et 7 mars) pour la production d’un document de réflexion et dépôt pour appréciation lors de l’AGA du RQ-ACA en mai 2013.
* Nouvelles pratiques sociales : Participation au Groupe de réflexion : 28 septembre et 23 novembre 2012 ainsi que le 12 février 2013
* RIOCM : Formation sur la loi sur l’Office des professions du Québec / PL 21 (19 juin 2012 - Bureau de normalisation du Québec (BNQ) : Présence au lancement de la « norme sur la gouvernance et les bonnes pratiques de gestion des organisme de bienfaisance » (26 septembre 2012).
* ÉRASME : Participation à une rencontre exploratoire (18-19 octobre - + de 70 personnes)
* TROVEP Montréal : Journée de réflexion « La conjoncture... De quel côté va s’écrire... la suite... de l’histoire ? » (21 novembre AM).
* Assurances collectives : démarche de la TNCDC (21 novembre 2012).
* RRFS-GCF : Participation à l’AGA (27 septembre).

|  |
| --- |
| **B) Formation** |
| 1. **Favoriser l’appropriation des critères de l’ACA par les personnes œuvrant au sein des organismes d’ACA.** 2. **Favoriser une meilleure connaissance du RQ-ACA auprès des salariéEs des organismes membres.** 3. **Soutenir les membres du RQ-ACA.** |
| **Moyens** |
| 1. Prévoir des rencontres de formation/information portant sur le mouvement d’ACA en général et le RQ-ACA en particulier pour les personnes travaillant au sein d’organismes membres (particulièrement pour les personnes nouvellement responsables du dossier ACA / RQ-ACA). 2. Offrir des sessions de formation/information régulières sur l’ACA. 3. Développer des outils d’appropriation des critères et valeurs de l’ACA au sein des organismes d’ACA. 4. Selon la disponibilité de l’équipe de travail, répondre aux demandes de soutien des membres (représentation, animation, lettre d’appui, etc.). |

**Activités réalisées**

**Formation sur l’ACA (8 formations - 138 personnes)**

* Baie-Comeau (18 septembre - 19 personnes)
* Greenfield Park (26 septembre 2012 - 12 personnes)
* Cégep de Lévis Technique en travail social (2 octobre 2012 – 42 personnes)
* Rimouski (16 octobre – 27 personnes : deux formations de trois heures)
* Rivière du loup (17 octobre – 24 personnes : deux formations de trois heures)
* Formation Montréal (RIOCM) (20 novembre 2012 - 14 personnes)

**Atelier / Conférence / Panel sur l’ACA**

* RQGE : Atelier de formation ACA dans le cadre de leur AGA (12 mai 2012 – 17 personnes)
* RQOH : conférence ACA (25 octobre – 32 personnes)
* FQOCF : Paneliste (table ronde « Stratégie, reconnaissance et financement – Les réalités et enjeux de négociation avec le gouvernement » / Politique AC) dans le cadre de leur rencontre nationale (14 novembre 2012 à Drummondville - 66 personnes.)
* Mouvement des vacances familiales: rencontre des responsables locaux : présentation ACA (6 décembre 2012 – 15 personnes)

**Autres activités de réflexion et d’échanges**

* Séminaire sur la certification et l’accréditation (21 mars 2013 – 25 personnes)
* 5 à 7 organisé conjointement avec le Centre de formation populaire CFP intitulé « Plan nord ou pas, il y aura du développement au nord du 45e parallèle : rencontre préparatoire » (3 octobre) + soirée 6 novembre 2012 (38 personnes).

|  |
| --- |
| **C) Luttes sociales** |
| 1. **Soutenir des activités visant l’atteinte d’une plus grande justice sociale.** 2. **Suivre de près les questions liées à la fiscalité et aux budgets des gouvernements canadien et québécois.** 3. **Dénoncer les atteintes à la liberté d’expression, d’association et de manifestation, tant sur le plan fédéral, provincial que municipal.** |
| **Moyens** |
| 1. Suivre de près les développements sur des dossiers sociaux et intervenir selon les décisions prises en conseil d’administration. 2. Suivre de près les questions liées à la fiscalité canadienne et québécoise, particulièrement lors du dépôt des budgets et intervenir au besoin en ayant trois préoccupations majeures :  * les intérêts de la population en général (particulièrement les personnes plus démunies); * la protection des programmes sociaux et des services publics; * la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA.  1. Suite au dépôt du budget du gouvernement du Québec, effectuer une analyse des impacts potentiels sur le financement des organismes d’action communautaire et d’action communautaire autonome. 2. Prévoir un espace de réflexion, d’échange et **de prise de position** sur les alternatives fiscales et budgétaires mises de l’avant par la *Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics*. 3. Suivre de près les orientations et politiques gouvernementales du gouvernement Harper et, s’il y a lieu, intervenir sur celles-ci, et ce, sur ses propres bases ou en soutien à des organismes qui interviennent dans le sens des valeurs du RQ-ACA. 4. Tenir des activités afin d’augmenter au sein des membres du RQ-ACA les connaissances du mouvement communautaire canadien hors Québec tout en s’appropriant davantage le paysage des luttes sociales pancanadiennes et des provinces hors Québec. 5. Organiser un moment d’appropriation des réalités des différents mouvements sociaux au Québec : principales orientations idéologiques et politiques, membership, importance relative de son membership, fonctionnement, etc. 6. Contribuer de différentes façons à bâtir ou à consolider des lieux de convergence des mouvements sociaux, et ce, à l’image de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. 7. Suivre de près les questions touchant le Plan Nord du gouvernement du Québec en :  * analysant le Plan Nord sous l’angle des impacts sociaux; * contribuant à développer une vision d’un Plan nord « alternatif »; * participant aux activités et mobilisations de la coalition ad hoc formé sur cette question sous l’initiative du RQGE et inciter ses membres en ce sens.  1. Inviter les membres du RQ-ACA à dénoncer la loi spéciale 78 et à prendre les moyens qu’ils trouvent pertinents. 2. Produire des outils d’analyse et de mobilisation sur la loi spéciale 78. 3. Tenir une Rencontre nationale du RQ-ACA afin de consulter ses membres sur l’opportunité de ne pas respecter les limitations au droit fondamental de manifester imposées par la loi spéciale 78. 4. À l’invitation de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, effectuer une démarche de consultation et de prise de décision concernant la question de la grève sociale, et ce, d’ici la fin de l’automne 2012.   **Représentations**  Maintenir l’adhésion du RQ-ACA à la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* tout en considérant la possibilité d’augmenter l’implication du RQ-ACA via certains comités de travail et contribuer à la démarche de réflexion sur les perspectives de cette Coalition en lien avec l’existence de l’*Alliance sociale*.  Maintenir l’adhésion du RQ-ACA à la coalition *Pas de démocratie sans voix* tout en participant à la démarche de réflexion sur les perspectives de cette Coalition |

**Activités réalisées**

**Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics**

* « Assemblées générales » 2012 : 24 avril, 5 juin, 18 juin, 6 septembre, 29 octobre, 2 décembre.
* « Assemblées générales » 2013 : 6 février, 3 avril.
* Comité « alternatives » - rencontres 2012 : 28 mai, 5 septembre, 2 septembre, 5 novembre, 3 décembre. Rencontres 2013 : 24 janvier, 26 février, 27 mars.
* Responsable suivi pour le membership et les finances.

**Mobilisations**

* Mobilisation «C'est encore les mêmes qui vont payer pour un budget d'austérité» (30 jan. 2013)
* Manifestation dans le cadre du Conseil général du PLQ à Victoriaville (4 mai 2012);
* À la suite des évènements répressifs survenus à Victoriaville, le RQ-ACA a déposé une proposition à une assemblée de la Coalition portant sur « la nécessité de prévoir une réflexion et un débat portant sur la notion de « diversité des tactiques » (appelé aussi « diversité des pratiques »), et ce, dans l’objectif de clarifier l’attitude à prendre par rapport à l’application de telles diversités lors des activités de celle-ci ». Actuellement, aucun débat n’a encore eu lieu.
* Manifestation 22 mai 2012 et 22 juin.
* Rassemblement lors de la Conférence de Montréal  (13 juin 2012).
* Mobilisation «die-in »  (4 octobre).

**Coalition Pas de démocratie sans voix**

* Assemblée : 20 septembre 2012 et 15 mars 2013.
* Comité de coordination 2012 : 7 juin, 6 juillet, août, 1er octobre, 30 octobre, 20 novembre, 12 décembre. Comité de coordination 2013 : 31 janvier, 1er mars, 21 mars.
* Rassemblement - 1er anniversaire de l’élection du gouvernement Harper: participation et signataire du communiqué (2 mai 2012).
* Conférencière lors de la Soirée publique « Démocratie en péril : Regards sur les politiques du gouvernement conservateur » (24 janvier 2013).
* Rédactrice pour la production du fascicule : Les conservateurs au pouvoir – Coupure idéologique, coups durs pour nos droits.
* Rédaction de communiqués de presse.

**« Coalition » - Obtention d’une commission d’enquête publique sur les opérations policières**

* Conférence de presse organisée par la Ligue des droits et libertés, Amnistie internationale et l’ASSÉ  visant à dénoncer les agissements des forces policières survenus à Victoriaville et demandant une enquête publique sur ceux-ci (4 mai 2013).
* Comité de suivi (membre) : 14 janvier 2013, 12 février 2013, .
* Vigile de 12h devant les bureaux de Pauline Marois : 19 mars 2013. Organisation de la conférence de presse et du suivi médias. Production d’une publicité pour les médias.

**Assurance-chômage**

* Manifestation organisée par le MASSE et la CSN à Thetford (27 octobre 2012).
* Manifestation organisée principalement par la FTQ (samedi, 23 février à Montréal).

**Gratuité scolaire**

* Manifestation organisée par l’ASSÉ (26 février 2013 à Montréal).
* Participation à la manifestation de soutien aux étudiants le 14 avril et le 22 mai 2012 ;
* Conférence de presse et publication d’un communiqué de presse collectif (TRPOCB – CTROC – MÉPACQ – RQ-ACA) intitulé « Les organismes d’action communautaire autonome en appui à la lutte  étudiante - Une lutte pour nos droits à tous et toutes ! » (4 avril 2012) ;

**Coalition Solidarité Santé**

* Rassemblement devant les bureaux du Parti québécois – Respect des engagements électoraux concernant la « taxe santé » (13 novembre 2012).

**Journée contre la violence faite aux femmes**

* Rassemblement devant la Palais de justice de Montréal (6 décembre).

**RQIC**

* Rassemblement pour dénoncer les négociations secrètes pour un traité de libre-échange entre le Québec et la CEE (29 janvier 2013).

**Journée de la Terre**

* Participation à la manifestation en réponse à l’appel de la coalition ad hoc sur le Plan Nord sous la responsabilité du RQGE (22 avril 2012).

**Idle no more**

* Participation à une manifestation d’appui (10 janvier 2013 à Montréal).

**Autres**

* Tenue d’une démarche de consultation auprès des membres du RQ-ACA concernant leur appui ou non à la gratuité scolaire (de la 1ère année à l’université) ainsi que leur appui ou non à la fin du financement public des écoles privées (janvier-février 2013)

|  |
| --- |
| **D) Visibilité et promotion** |
| 1. **Augmenter la présence du RQ-ACA auprès de l’ensemble du mouvement d’ACA.** 2. **Augmenter la visibilité du RQ-ACA et du mouvement qu’il représente auprès de la population en général.** 3. **Augmenter la présence du RQ-ACA auprès des médias d’information.** |
| **Moyens** |
| 1. Prévoir des outils promotionnels adéquats afin de soutenir les activités tenues par les régions dans le cadre de la Semaine nationale de visibilité de l’ACA (SNV-ACA), et ce, selon les objectifs et balises établies par le conseil d’administration. 2. Tenir, dans le cadre de la Semaine nationale de visibilité, une soirée publique avec la participation de deux personnalités connues (un homme et une femme) qui viendraient nous entretenir de l’importance des organisations citoyennes (en particulier les organismes d’ACA) au sein de la société québécoise. 3. Compléter la production de nouveaux outils promotionnels permanents. 4. Produire sur une base régulière le bulletin ACApella s’adressant à l’ensemble des organismes d’ACA. 5. Maintenir à jour le site internet et la page Facebook du RQ-ACA. 6. Augmenter la production et la diffusion de communiqués de presse et de lettres ouvertes particulièrement en ce qui concerne le soutien à différentes luttes sociales. 7. Participer, s’il y a lieu, à des activités promotionnelles (kiosques, émissions, ateliers d’informations, etc.). |

**Activités réalisées**

**Semaine nationale de visibilité de l’ACA (SNV-ACA)**

***La SNV-ACA 2012 en chiffres***

2 - Publicités payantes dans les journaux

6 - Groupes qui ont pris part à la production de la vidéo SNV-ACA

10 - Groupes, partis et ministère qui ont acheté publicité dans le cahier spécial

22 - Nombre de nouveaux abonnés sur Twitter

44 - Nouveaux abonnés à l’ACApella

123 - Présences à la conférence

142 - Nombre de nouveaux amis Facebook

208 - Affiches invitations à la conférence posées (commerces, universités et poteaux).

428 - Copies du Cahier spécial distribuées aux membres et autres

1200 - Affiches SNV-ACA imprimées (800 distribuées et utilisées)

1213 - Personnes qui ont vu la vidéo SNV-ACA 2012

2000 - Cartes postales imprimées et distribuées

7731 - Nombre total de personnes rejointes sur Facebook

***Production de capsules vidéo***

La production de capsules vidéo a été toute une aventure et a débouché sur 1 *teaser*, une publicité d’une minute et une vidéo de 2 minutes. Nous avons effectué le tournage avec des représentants de 6 groupes :

* Bruno Massé Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
* Steve Foster Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL)
* Michel Beauregard Conseil québécois du Loisir (CQL)
* Élisabeth Cloutier Association québécoise des organismes de coopération internationale

(AQOCI)

* Céline Morin Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et

bénévoles (TRPOCB)

* Odile Boisclair L’R des centres de femmes du Québec

***Cahier spécial Le Devoir***

La parution du cahier spécial a eu lieu le samedi 20 octobre 2012, et ce, après un travail important à coordonner les répondants pour la rédaction d’articles et la vente de publicités auprès de nos membres, ministères et partis politiques. Cette parution est considérée comme un bon coup en terme de visibilité « grand public ». Si ce n’est déjà fait, nous invitons les membres à en prendre connaissance

***Conférence-panel***

Cette activité sous le thème de « L’importance de l’implication citoyenne et communautaire dans le contexte politique actuel », s’est tenue le lundi 22 octobre 2012 au Café campus à Montréal. Nous avons eu le plaisir d’accueillir Josée Boileau, rédactrice en chef du Devoir, François Parenteau, des Zapartistes et Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique, UQAM. Plus de 120 personnes se sont présentées pour cette activité. Soulignons aussi que celle-ci a fait l’objet d’une publicité dans le journal Le *24H* distribué gratuitement dans le métro de Montréal et des affiches ont été mises un peu partout en ville.



***Répondants régionaux***

Bien que l’exercice ait débuté avec quelque peu de retard en raison de toute l’énergie qui a été affectée aux trois projets exposés précédemment, des répondants régionaux ont été trouvés dans presque toutes les régions du Québec (il ne manque que la Mauricie et Montréal).

Le matériel promotionnel, aux couleurs rouges vif et jaune (rappelant le printemps érable), a été envoyé dans la majorité des régions et a été fort apprécié d’autant plus que le logo de la semaine a été remanié pour y représenter également les régions rurales. Presque toutes les 2000 cartes postales ont été distribuées (format qui semble très populaire) et plus de la moitié des 1 200 affiches (environ 800) ont également été envoyées.

***En complément***

Un envoi de notre matériel promotionnel sera également envoyé aux 125 députés et députées de l’Assemblée nationale. La SNV-ACA ne pourra pas cependant être annoncée en chambre, puisqu’elle ne siègera pas à ce moment-là.

**Outils et activités de visibilité (générales)**

* Rédaction et impression d’un nouveau dépliant produit à 1 000 exemplaires

|  |
| --- |
| **E) Vie associative** |
| 1. **Renforcer la vie associative et le sentiment d’appartenance au RQ-ACA.** 2. **Consolider les liens entre les membres du RQ-ACA.** 3. **S’assurer du bon fonctionnement des comités de travail.** |
| **Moyens** |
| 1. Poursuivre les démarches de recrutement auprès de regroupements nationaux d’ACA pouvant potentiellement devenir membre du RQ-ACA. 2. Effectuer une évaluation de l’application des nouveaux règlements généraux et recommander des ajustements dans la prochaine année. 3. Organiser deux rencontres nationales (1), celles-ci devant faire le lien entre la conjoncture et les objectifs du plan d’action. 4. Tenir les rencontres des instances telles qu’indiquées dans les règlements généraux (CE, CA, AG, Rencontres nationales). 5. Préparer l’AGA de mai 2013 en fonction de perspectives d’actions triennales. 6. Favoriser la participation des membres aux différents comités de travail et soutenir adéquatement leurs activités. 7. Identifier des mécanismes favorisant des échanges entre les membres du RQ-ACA et, dans la mesure du possible, en mettre en œuvre. |

**Activités réalisées**

**Assemblées générales**

* Préparation de l’assemblée générale annuelle de mai 2012 : convocation (et rappels), ordre du jour, rapport d’activités, perspectives d’action, états financiers, prévisions budgétaires, etc.
* Préparation de deux assemblées générales extraordinaires :
  + 22 novembre 2012 : Cadre de référence + grève sociale
  + 28 février 2013 : Cadre de référence + règlements généraux du RQ-ACA

**Conseil d’administration**

* Tenue de cinq (5) rencontres en 2012 : 12 avril, 17 mai, 20 juin, 11 septembre, 18 décembre
* Tenue de trois (3) rencontres en 2013 : 15 janvier, 11 février, 13 mars

**Comité exécutif**

* Tenue de quatre (4) rencontres du comité exécutif : 7 mai 2012, 20 juin 2012, 11 septembre 2012, 11 février 2013

**Autres**

* Envoi d’une lettre du RQ-ACA aux membres n’ayant participé à aucune activité du RQ-ACA et une autre aux membres ayant participé à certaines activités mais à aucune assemblée générale depuis trois ans. (5 novembre 2012)

**Représentation / Participation**

*Note : activités non répertoriées dans d’autres sections*

* AGIDD / RRASMQ : Rencontre préparatoire à leur colloque (29 mai 2012) + Conférencier à leur colloque (12 juin 2012)
* AQOCI : AGA (15 juin 2012)
* ROCQLD : Rencontre avec Mme Lorraine Mathews de l’organisme INDICE visant à recueillir les « perceptions de différents acteurs » en contact avec le ROCQLD sur ce regroupement (24 juillet 2012)
* Conseil québécois LGBT : Présence à leur AGA (23 août 2012)
* CTROC-TRPOCB : Lancement campagne de mobilisation (11 octobre 2012 à Québec)
* Fédération des TV communautaires autonomes du Québec : Congrès (19-20 octobre à Québec)
* RQGE : Gala 30e anniversaire (27 octobre)
* FQOCF : Paneliste (table ronde Stratégie, reconnaissance et financement – Les réalités et enjeux de négociation avec le gouvernement  et Politique AC) dans le cadre de leur rencontre nationale (14 novembre 2012 à Drummondville)
* MQVF : Présentation de la Politique en AC lors d’une rencontre de responsables de camps (6 décembre)
* FRAPRU : Présence au lancement du document de la tournés nationale (20 mars 2013)
* RQGE : Atelier de formation ACA dans le cadre de leur AGA (12 mai 2012)
* MÉPACQ : Présence au colloque intitulé « L’éducation populaire autonome pour élargir l’implication citoyenne dans la transformation sociale » (19-20 avril 2012)
* RIOCM : Présence au Gala du 20e anniversaire (3 mai 2012)
* Alliance des maisons d’hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale : Présence à leur AGA (22 mai 2012)
* Regroupement des cuisines collectives du Québec : participation à la Journée nationale des cuisines collectives (26 mars 2012)
* Idle no more : Participation à une manifestation d’appui (10 janvier 2013 à Montréal)
* Présence au lancement du livre de François Saillant (FRAPRU) intitulé « Le radical de velours » (10 avril 2012)
* Participation au forum « Transfert des savoirs en milieux communautaires » organisé par le Centre Saint-Pierre (18 avril 2012).
* Lancement du livre « Le radical de velours – Parcours militant de François Saillant » du FRAPRU (10 avril)
* Bureau de normalisation du Québec (BNQ) : Présence au lancement de la « norme sur la gouvernance et les bonnes pratiques de gestion des organisme de bienfaisance » (26 septembre 2012)
* RRFS-GCF : Participation à l’AGA (27 septembre)
* CDPDJ : Remise du Prix droits et libertés (6 décembre)
* MÉPACQ : Rencontre avec Marie Pagès. Sujet : RQ-ACA (historique/dossiers/fonctionnement)
* RGPAQ : Rencontre avec Christian Pelletier (coordonnateur). Sujet : situation du mouvement communautaire + RQ-ACA (21 janvier 2013)
* Colloque "Fondations et PPP sociaux - Visages de la privatisation" (31 janvier -1er février 2013).

|  |
| --- |
| **F) Gestion** |
| 1. **Assurer une bonne gestion de l’organisme afin de réaliser sa mission.** 2. **Augmenter les ressources financières de l’organisme.** 3. **Assurer un suivi adéquat des ressources humaines.** |
| **Moyens** |
| 1. Effectuer les démarches nécessaires à l’augmentation du financement à la mission accordé par le MESS via le SACAIS. 2. Vérifier la possibilité d’obtenir du financement « autonome » (communautés religieuses, syndicats, fondations, etc.). 3. Assurer une gestion financière transparente et rigoureuse des finances de l’organisme tout en assurant un suivi régulier auprès du conseil d’administration et du comité exécutif. 4. Assurer un soutien adéquat à l’équipe à la permanence tout en assurant leur évaluation et le suivi de leur travail. 5. Effectuer une mise à jour régulière de la *Politique de remboursement des frais de représentation.* |

**Activités réalisées**

* Dépôt d’un projet au SACAIS dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) pour effectuer une étude de faisabilité en vue de la préparation d’un colloque international (15 000 $). Celui-ci a été refusé.
* Ajustement à la Politique de conditions de travail des employés et employées/ Entente collective qui couvrira la période du 1er septembre 2012 au 31 août 2015
* Collaboration étroite avec la firme comptable Raymond Chabot Grant Thornton dans le cadre de l’élaboration des états financiers vérifiés de 2011-2012.

**Équipe de travail**

* Évaluation : démarche d’auto-évaluation et de co-évaluation suivie d’une évaluation avec les membres du comité exécutif.
* Suivi effectué concernant des questions liées au congé de maternité de Virginie Bernier et de son retour prévu pour octobre 2013.
* Rencontres régulières de l’équipe à la permanence (généralement à chaque semaine).

.

**Informations complémentaires**

***A) Soutien financier (3 400 $)***

* 600$ à la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics pour soutenir l’ensemble de ses activités. Le RQ-ACA en est membre.
* 300 $ à Pas de démocratie sans voix (PDSV) comme soutien à l’ensemble de ses activités. Le RQ-ACA en est membre.
* 300 $ à Échec à la guerre comme soutien à l’ensemble de ses activités. L’organisme n’a aucun soutien gouvernemental.
* 200 $ à « Je donne à nous » visant à soutenir les étudiants et étudiantes ayant eu des difficultés d’ordre juridique dans le cadre du conflit étudiant du printemps et l’été 2012.
* 2 000 $ en soutien à la recherche de l’Institut de recherche d’information socio-économique (IRIS) portant sur le financement des organismes d’ACA et son impact sur les actions de transformation sociale et l’autonomie de ces organismes. (cette recherche a été effectuée à la demande de la CTROC et la TRPOCB).

***B) Soutien « politique »***

* Lettre d’appui à la candidature de M. Steve Foster pour l’obtention du Prix Droits et libertés 2012 (6 juillet 2012)
* Lettre d’appui au Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour que le gouvernement du Québec mette sur pied un nouveau programme de développement de HLM (22 février 2013)
* Lettre d’appui à la campagne de la Coalition solidarité santé et de l’R des centres de femmes visant à exprimer notre profond désaccord avec le maintien de la taxe santé pour financer notre système public de services sociaux et de santé (14 mars 2013)

# Perspectives d’actions triennales 2013-2016

**(1er avril 2013 – 31 mars 2016)**

Telles que recommandées par le conseil d’administration du RQ-ACA

Pour discussion et prise de décision lors de l’assemblée générale annuelle du 21 mai 2013.



*Normand Gilbert, coordonnateur, et Céline Métivier, agente de recherche, représentant le RQ-ACA lors d’une manifestation à Drummondville, en février 2013, dans le cadre de la campagne « Je soutiens le communautaire ».*

|  |
| --- |
| **A.1) Reconnaissance et financement : Politique gouvernementale en matière d’action communautaire** |
| Le RQ-ACA est reconnu comme l’interlocuteur privilégié, par rapport à l’ACA, auprès du gouvernement du Québec. Il a contribué à l’adoption de la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire* (2001) et de son *Cadre de référence* (2004).  Cette *Politique* est toujours en vigueur aujourd’hui. Par ailleurs, un nouveau *Plan d’action* en matière d’action communautaire sera possiblement en consultation à l’automne 2013 en vue de son adoption pour 2013-2014 (le premier, adopté en 2004, s’étant terminé en 2007).  Enfin, une démarche est actuellement en cours pour l’adoption d’une nouvelle version du *Cadre de référence* (prévu pour l’automne 2014). Au sein du RQ-ACA, un suivi régulier est effectué par rapport à l’application de la Politique et une démarche a été initiée afin d’identifier les demandes de rehaussement financier à la mission des organismes d’ACA auprès du gouvernement du Québec, et ce, afin d’obtenir un portrait global des ces demandes. |
| **Objectifs/ Moyens généraux** |
| À l’externe   1. S’assurer que le RQ-ACA joue pleinement son rôle d’interlocuteur privilégié du gouvernement québécois en matière d’ACA. 2. S’assurer que la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire* de 2001 reste active et soit appliquée dans l’ensemble de l’appareil gouvernemental, entre autres, par la signature d’ententes administratives entre le MESS et les autres ministères et organismes gouvernementaux. 3. Effectuer les démarches nécessaires afin d’obtenir qu’un deuxième *Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire*, travaillé conjointement MESS/RQ-ACA, soit adopté. 4. Effectuer les démarches nécessaires afin que les changements au *Cadre de référence en action communautaire* du gouvernement répondent adéquatement aux demandes des organismes d’ACA. 5. Effectuer les démarches nécessaires pour que les changements concernant le financement du Fonds d’aide à l’ACA soient l’objet de consultation auprès des organismes concernés.   À l’interne   1. Effectuer un suivi attentif des changements aux programmes et protocoles d’ententes (ou leur équivalent) s’adressant aux organismes d’ACA au sein des différents ministères et organismes gouvernementaux concernés. 2. Effectuer une mise à jour annuelle du document *« Demandes de financement supplémentaire auprès de différents ministères du gouvernement québécois pour le soutien à la mission des organismes d’ACA. »* 3. Effectuer une analyse des programmes des principaux partis politiques québécois concernant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA et, s’il y a lieu, profiter de la période pré-électorale ou électorale pour intervenir auprès de ceux-ci. 4. Continuer la réflexion concernant les sources de financement du Fonds d’aide à l’ACA (dont l’apport de 5-6 % des profits des casinos) en collaboration avec le Regroupement des organismes en défense collective de droits (RO-DCD). 5. Offrir un soutien aux membres qui doivent renouveler leur protocole d’entente ou leur programme avec leur ministère d’attache. 6. Continuer la mise à jour et la publication de documents sur la situation du financement gouvernemental ainsi que des seuils planchers revendiqués par le RQ-ACA.   **Représentation**  Maintenir la participation du RQ-ACA au comité conjoint SACAIS/RQ-ACA et collaborer au comité travaillant sur la bonification du *Cadre de référence en matière d’action communautaire.* |

|  |
| --- |
| **A.2) Reconnaissance et financement : questions diverses** |
| Outre la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire,* le RQ-ACA doit se préoccuper de différentes autres questions touchant la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA. En ce sens, il se doit de suivre toutes questions les interpellant dont celles mentionnées ci-dessous et d’intervenir au besoin. |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| À l’externe   1. Effectuer les démarches nécessaires pour l’obtention d’une réforme du droit associatif québécois à la satisfaction des organismes d’ACA et maintenir actif une « coalition des alliés » tout en assumant le leadership sur cette question au sein du mouvement communautaire. 2. Effectuer un suivi des développements en ce qui concerne les partenariats publics-philanthopiques (PPP sociaux) et intervenir pour que les lois/ententes liant le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon ne soient pas renouvelées ou reconduites tout en exigeant que de telles lois ou ententes ne soient plus permises. 3. Effectuer les démarches nécessaires afin d’obtenir un soutien gouvernemental à la participation à la vie associative des personnes ayant des limitations fonctionnelles entre autres, en collaborant avec le MESS/SACAIS en vue d’établir notamment un diagnostic et en proposant des pistes d’action concrètes. 4. Outre la *Politique gouvernementale en matière d’action communautaire,* effectuer une veille sur toutes questions liées à la reconnaissance et au financement des organismes d’ACA, tant sur le plan provincial que fédéral et intervenir au besoin. 5. Effectuer une analyse critique des « obligations à impact social » (fédéral) et, s’il y a lieu, s’opposer à celles-ci. 6. Effectuer un suivi concernant la loi cadre sur l’économie sociale ainsi que des démarches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et de l’Institut de la statistique du Québec visant à dresser un portrait statistique de l’économie sociale au Québec. 7. Effectuer les démarches nécessaires pour l’obtention d’un programme concernant l’amélioration des infrastructures et des équipements des organismes communautaires, notamment la démarche d’évaluation du Programme d’achat-rénovation d’immeubles communautaires (PARIC) mis en vigueur en 2002-2003. 8. Intervenir auprès des instances fédérales appropriées pour soutenir plus activement les démarches des organismes communautaires touchés par des coupures. 9. Contribuer à différentes réflexions concernant l’autonomie des organismes d’ACA. 10. Contribuer à la démarche actuellement en cours visant à dresser un portrait de la situation concernant les assurances collectives au sein des organismes communautaires et identifier les différents scénarios possibles, entre autres en participant au comité de suivi de cette démarche   À l’interne   1. Augmenter, parmi les membres du RQ-ACA, les connaissances de la réalité du mouvement communautaire canadien, hors Québec. 2. Entreprendre des démarche afin de favoriser des échanges entre des organismes communautaires (ou leur équivalent) de pays francophones et le RQ-ACA.   **Représentation**  - Comité *Activité et mobilisation des connaissances* de la revue *Nouvelle pratiques sociales* (voir # 9 ci-dessus)   * Comité de suivi portant sur la démarche de la TNCDC (voir # 10) |

|  |
| --- |
| **B) Formation** |
| En lien avec nos bases d’adhésion, il demeure important que l’ensemble des personnes oeuvrant au sein d’un organisme se réclamant de l’ACA puisse s’en approprier les critères.  De plus, en s’assurant d’une meilleure connaissance des principes de l’ACA, l’impact social du travail de ces organismes n’en sera que plus important, tout en contribuant à renforcer la défense de l’ACA auprès du gouvernement et de la population en général |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| 1. Favoriser l’appropriation des critères de l’ACA par les personnes œuvrant au sein des organismes d’ACA, et ce, principalement par l’intermédiaire de la formation de base offerte par le RQ-ACA. Cet objectif se concrétisera par une tournée des régions (sur trois ans) tout en continuant à répondre aux demandes ponctuelles. 2. Répondre positivement, dans la mesure du possible, aux demandes de présentation de l’ACA ou du RQ-ACA dans le cadre d’activités de regroupements d’organismes d’ACA, et ce, tant sur le plan national, régional que local. 3. Prévoir la possibilité d’une tournée de formation sur la nouvelle version du *Cadre de référence en matière d’action communautaire*. 4. Favoriser une meilleure connaissance du RQ-ACA auprès des salariéEs des organismes membres, et ce, tant par des rencontres collectives que par des rencontres individuelles. 5. Soutenir les membres du RQ-ACA. 6. Débuter une réflexion sur le type d’État que nous désirons qui, compte tenu de son importance et de sa complexité, s’échelonnera sur plusieurs années. |

|  |
| --- |
| **C) Luttes sociales** |
| Cette section est en lien avec la résolution du Congrès d’orientation de 2006 à l’effet que le RQ-ACA se prononcera « de temps à autre sur des questions d’ordre social, adoptera des positions de cette nature, participera aux côtés de différents mouvements sociaux aux luttes correspondant aux valeurs et principes de l’ACA (...)» Pour baliser cette orientation, les membres ont voté une « Politique de participation aux luttes sociales » lors de l’AGA de mai 2007. Celle-ci a été mise à jour par le conseil d’administration en mai 2010 afin de tenir compte des changements structurels apportés au RQ-ACA.  Rappelons que le RQ-ACA ne doit pas se substituer à une organisation particulière. Les questions sur lesquelles il interviendra de façon régulière doivent être transversales à l’ensemble des organismes d’ACA. Évidemment, cela n’enlève pas la possibilité d’intervenir ponctuellement sur des questions jugées importantes par le conseil d’administration. |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| À l’externe   1. Soutenir des activités visant l’atteinte d’une plus grande justice sociale. 2. Suivre de près les questions liées à la fiscalité canadienne et québécoise, particulièrement lors du dépôt des budgets et intervenir au besoin en ayant trois préoccupations majeures :  * les intérêts de la population en général (particulièrement les personnes plus démunies); * la protection des programmes sociaux et des services publics; * la reconnaissance et le financement des organismes d’ACA.  1. Suivre de près les orientations et politiques gouvernementales du gouvernement fédéral (particulièrement sous Harper) et, s’il y a lieu, intervenir sur celles-ci, et ce, sur ses propres bases ou en soutien à des organismes qui interviennent dans le sens des valeurs du RQ-ACA. 2. Contribuer de différentes façons à bâtir ou à consolider des lieux régionaux de convergence des mouvements sociaux contre les politiques néolibérales et néoconservatrices des gouvernements canadien et québécois*.*   À l’interne   1. Augmenter, au sein des membres du RQ-ACA, la connaissance des membres par rapport aux luttes sociales pancanadiennes et des provinces hors Québec. 2. Organiser un moment d’appropriation des réalités des différents mouvements sociaux au Québec : principales orientations idéologiques et politiques, membership, importance relative de son membership, fonctionnement, etc.   **Représentation**   * Maintenir l’adhésion du RQ-ACA à la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*, et ce, en maintenant le même niveau d’implication qu’actuellement via certains comités de travail et contribuer à la démarche de réflexion sur les perspectives de cette Coalition en lien avec l’existence de l’*Alliance sociale*. * Maintenir l’adhésion du RQ-ACA à la coalition *Pas de démocratie sans voix* (incluant la démarche de réflexion sur les perspectives de celle-ci). |

|  |
| --- |
| **D) Visibilité et promotion** |
| Au cours des dernières années, le RQ-ACA a mis davantage d’efforts afin d’assumer son rôle de leadership concernant la Semaine nationale de visibilité de l’ACA (SNV-ACA). Cependant, la tenue d’activités sur le terrain (sur le plan local et régional) relève des regroupements régionaux et locaux et, par conséquent, ces activités sont de nature très diversifiée et différentes d’une région à une autre. Force est de constater que l’organisation d’activités repose essentiellement sur les épaules de quelques « réseaux » seulement.  Par ailleurs, le travail auprès des médias a connu un certain essor de par les contacts établis, la diffusion de communiqués, l’envoi d’information afin de faire connaître et reconnaître davantage le RQ-ACA dans les prochaines années. Cette approche est à renforcer pour la prochaine période. |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| 1. **Semaine nationale de visibilité de l’action communautaire autonome (SNV-ACA)** 2. Augmenter le sentiment d’appartenance des organismes d’ACA au mouvement d’ACA. 3. Augmenter la présence publique des organismes d’ACA. 4. Augmenter la présence du RQ-ACA auprès de l’ensemble du mouvement d’ACA tant sur le plan local, régional que national. 5. Augmenter la participation des membres du RQ-ACA ainsi que leurs propres membres à la réalisation d’activités dans le cadre de cette semaine de visibilité. 6. Assurer une visibilité permanente à la SNV-ACA.   **B) Visibilité et promotion en général**   1. Produire davantage de matériel de visibilité permanent. 2. Augmenter la présence du RQ-ACA auprès des instances politiques du gouvernement du Québec, particulièrement auprès de la députation de l’Assemblée nationale. 3. Augmenter la présence du RQ-ACA auprès des médias d’information tout en organisant des activités de sensibilisation et d’information spécifiques pour les journalistes attitrés aux sujets/dossiers traités par le RQ-ACA. 4. Augmenter la visibilité du RQ-ACA et du mouvement qu’il représente auprès de la population en général. 5. Maximiser l’utilisation des médias sociaux, notamment Facebook et Twitter. 6. Maintenir à jour régulièrement le site internet du RQ-ACA. 7. Favoriser la participation du RQ-ACA à des activités promotionnelles (émissions télévisées ou radiophoniques, etc.). |

|  |
| --- |
| **E) Vie associative** |
| Après trois ans d’expérimentation des nouveaux règlements généraux (membership élargi, conseil d’administration amaigri, etc.), l’année 2012-2013 a été l’occasion de modifier à nouveau les règlements généraux pour les rendre plus conforme à la réalité vécue par le RQ-ACA. La nouvelle culture organisationnelle continue à s’installer doucement.  Si une amélioration de la participation des membres s’est fait sentir au cours de l’année 2012-2013, l’amélioration des pratiques démocratiques et la redynamisation de la vie associative doivent, encore cette année, faire l’objet d’une attention particulière. |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| 1. Renforcer la vie associative et le sentiment d’appartenance au RQ-ACA. 2. Favoriser la participation des membres aux différents comités de travail et soutenir adéquatement leurs activités. 3. Consolider les liens entre les membres du RQ-ACA. 4. Poursuivre les démarches de recrutement auprès de regroupements et organismes nationaux d’ACA pouvant potentiellement devenir membre du RQ-ACA. 5. S’assurer du bon fonctionnement des comités de travail.   ***Pour la prochaine période triennale, les membres du CA recommandent que le RQ-ACA rejoigne au moins une fois par voie postale l’ensemble de 4 000 organismes d’ACA à travers le Québec. Pourquoi ne pas profiter du 20e anniversaire de la première rencontre nationale tenue en 1996?***  **Activités particulières (ad hoc)**   1. **Tenir une ou des activités en 2016 visant à souligner le 20e anniversaire de la 1e rencontre nationale tenue en novembre 1996** 2. **Préparer et tenir un congrès d’orientation en 2016.**   *Lors de l’assemblée générale extraordinaire du RQ-ACA tenue le 27 février 2013, les membres ont entériné un article des règlements généraux touchant l’obligation des membres stipulant qu’un membre doit « Participer minimalement à une assemblée générale annuelle aux deux (2) ans » (article 3.3 e).* |

|  |
| --- |
| **F) Gestion** |
| Afin de servir la mission de l’organisme, le RQ-ACA doit assurer une saine gestion administrative et voir à la bonne utilisation de ses ressources matérielles et humaines. L’année qui vient de s’écouler en est une d’ajustement sur le plan des ressources humaines avec un remplacement temporaire (congé de maternité - congé parental) et un retour l’an prochain. Ce remplacement a aussi donné lieu à une réflexion sur la définition de tâches au sein de l’équipe à la permanence.  En ce qui concerne les finances, le RQ-ACA est en bonne santé financière, mais une augmentation des ressources financières est devenu nécessaire afin de pouvoir compter sur davantage de ressources humaines pour accomplir plus adéquatement les nombreux mandats de l’organisme. Soulignons que le financement à la mission du RQ-ACA n’a pas été augmenté depuis 2008-2009 (4 ans). |
| **Objectifs / Moyens généraux** |
| 1. Assurer une gestion financière transparente et rigoureuse des finances de l’organisme tout en assurant un suivi régulier auprès du conseil d’administration. 2. Augmenter les ressources financières de l’organisme principalement en effectuant les démarches nécessaires à l’augmentation du financement à la mission accordé par le MESS via le SACAIS tout en vérifiant la possibilité d’obtenir d’autres sources de financement « autonome » (communautés religieuses, syndicats, fondations, etc.). 3. Assurer un soutien adéquat à l’équipe à la permanence tout en assurant leur évaluation et le suivi de leur travail.   **Les membres du CA recommandent qu’une cotisation soit mise en vigueur dès cette année (2013-2014), et ce, principalement en remplacement des coûts d’inscription aux assemblées générales.** |

# Annexes

**Contenu**

Liste des membres

Organigramme du RQ-ACA

Liste des sigles

# Liste des 62 membres du RQ-ACA

En date du 31 mars 2013

|  |  |
| --- | --- |
| **Regroupements et organismes nationaux membres du RQ-ACA** | |
| 01 | Alliance communautaire autonome pour la promotion et la défense collective des droits en santé mentale du Québec |
| 02 | Alliance des maisons d’hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victime de violence conjugale |
| 03 | Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH) |
| 04 | Assemblée des travailleurs et travailleuses accidentéEs du Québec (ATTAQ) |
| 05 | Association des grands-parents du Québec |
| 06 | Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ) |
| 07 | Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHGCQ) |
| 08 | Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) |
| 09 | Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ) |
| 10 | Association féminine d’éducation et d’action sociale (AFEAS) |
| 11 | Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) |
| 12 | Association québécoise des retraitées et pré-retraitées des secteurs publics et para-publics (AQRP) |
| 13 | Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) |
| 14 | Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) |
| 15 | Centre québécois de la déficience auditive (CQDA) |
| 16 | Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ) |
| 17 | Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF) |
| 18 | Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le SIDA (COCQ-SIDA) |
| 19 | Coalition des tables régionales d’organismes communautaires (CTROC) |
| 20 | Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN) |
| 21 | Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ) |
| 22 | Conseil d’intervention pour l’accès des femmes au travail (CIAFT) |
| 23 | Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC) |
| 24 | Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL) |
| 25 | Conseil québécois du loisir (CQL) |
| 26 | Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) |
| 27 | Fédération des centres d'action bénévole du Québec (FCABQ) |
| 28 | Fédération des familles et amis de la personne atteinte de malade mentale (FFAPAMM) |
| 29 | Fédération des femmes du Québec (FFQ) |
| 30 | Fédération des locataires d’habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ) |
| 31 | Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec |
| 32 | Fédération québécoise des centres communautaires de loisir (FQCCL) |
| 33 | Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF) |
| 34 | Fédération québécoise du canot et du kayak |
| 35 | Fondation Rivières |
| 36 | Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) |
| 37 | Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) |
| 38 | Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec |
| 39 | Ligue des droits et libertés (LDL) |
| 40 | L'R des centres de femmes du Québec |
| 41 | Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE) |
| 42 | Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) |
| 43 | Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN) |
| 44 | Mouvements québécois des vacances familiales |
| 45 | Regroupement des auberges du coeur du Québec |
| 46 | Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) |
| 47 | Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) |
| 48 | Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ) |
| 49 | Regroupement des organismes communautaires autonome jeunesse du Québec (ROCAJ) |
| 50 | Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCQLD) |
| 51 | Regroupement des organismes Espace du Québec (ROEQ) |
| 52 | Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ) |
| 53 | Regroupement provincial des maisons d’hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale |
| 54 | Relais-Femmes |
| 55 | Réseau des tables régionales de groupes de femmes |
| 56 | Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) |
| 57 | Réseau québécois des OSBL d'habitation |
| 58 | Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) |
| 59 | Table des regroupements provinciaux d’organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) |
| 60 | Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) |
| 61 | Transport 2000 Québec |
| 62 | Union des consommateurs |

# Organigramme du RQ-ACA

(Version adoptée lors de l’assemblée générale extraordinaire du 27 février 2013)

|  |
| --- |
| **MEMBRES**  Regroupements ou organismes nationaux issus de l’action communautaire autonome (ACA) dont la mission et les actions ont un rayonnement national (territoire québécois) et répondent aux huit (8) critères suivants :   * avoir un statut d’organisme sans but lucratif; * démontrer un enracinement dans la communauté; * entretenir une vie associative et démocratique; * être libre de déterminer sa mission, ses orientations, ainsi que ses approches et ses pratiques; * avoir été constitué à l’initiative des gens de la communauté; * avoir une mission sociale qui soit propre à l’organisme et qui favorise la transformation sociale; * faire preuve de pratiques citoyennes et d’approches larges axées sur la globalité des situations et des problématiques abordées; * être dirigé par un conseil d’administration indépendant du réseau public. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Assemblée générale**  - Composition : **deux (2) personnes** par regroupement ou organismes nationaux membres **avec un seul droit de vote**.  - Rythme : minimalement une fois par année.  - Quorum : 30 % des membres en règle. | **Congrès**  - Composition : **cinq (5) personnes** par regroupement ou organismes nationaux membres **avec un droit de vote chacune.**  - Rythme : au besoin (décision prise en assemblée générale)  - Quorum : 50 % + 1 des membres en règle. |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Comités  de travail permanents |  | ***Conseil d’administration***   * Composition : **sept (7) postes** * Devoir de se conformer aux principes de la parité femme-homme (minimalement trois hommes et trois femmes) * Devoir de représenter la diversité des membres * Principe d'alternance ; quatre (4) postes seront renouvelés les années impaires et trois (3) postes seront renouvelés les années paires * Rythme : minimalement six (6) fois l’an * Quorum : quatre (4) personnes administratrices |  | Comités  de travail  « ad hoc » |

# Liste des sigles

|  |  |
| --- | --- |
| ACA  ACDI | Action communautaire autonome  Agence canadienne de développement international |
| AG | Assemblée générale |
| AGA | Assemblée générale annuelle |
| AGE | Assemblée générale extraordinaire |
| AGIDD-SMQ | Association du groupe d’intervention en défense de droits en santé mentale du Québec |
| AGRIPH | Alliance québécoise de regroupements régionaux pour l’intégration des personnes handicapées. |
| AQLPA | Association québécoise de lutte contre la pollution athmosphérique |
| AQOCI | Association québécoise des organismes de coopération internationale |
| ARUC | Alliance de recherche universités-communautés |
| ASSÉ | Association pour une solidarité syndicale et étudiante |
| BNQ | Bureau de normalisation du Québec |
| CA | Conseil d’administration |
| CCCI | Conseil canadien pour la coopération internationale |
| CDPDJ | Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse |
| CE | Comité exécutif |
| COPHAN | Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec |
| CQL | Conseil québécois du loisir |
| CRÉ | Conférence régionale des élus |
| CSAC-UQAM | Comité des services aux collectivités de l’UQAM |
| CSN | Confédération des syndicats nationaux |
| CSSS | Centre de santé et de services sociaux |
| CTC | Congrès du travail du Canada |
| CTROC | Coalition des tables régionales d’organismes communautaires |
| DCD | Défense collective des droits |
| ÉRASME | Équipe de recherche et d’action en santé mentale |
| EVE | Éditions vie économique |
| FAACA | Fonds d’aide à l’action communautaire autonome |
| FFQ | Fédération des femmes du Québec |
| FQOCF | Fédération québécoise des organismes communautaire famille |
| FRAPRU | Front d’action populaire en réaménagement urbain |
| FTQ | Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec |
| HLM | Habitation à loyer modique |
| IPC | Indice du prix à la consommation |
| IREC | Institut de recherche en économie contemporaine |
| IRIS | Institut de recherche et d’informations socio-économiques |
| LGBT | Personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et transgenres |
| MAMROT | Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire |
| MÉPACQ | Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec |
| MESS | Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale |
| MGVF | Mouvement québécois de vacances familiales |
| OCASSS | Organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux |
| OPHQ | Office des personnes handicapées du Québec |
| OSBL | Organisme sans but lucratif |
| PARIC | Programme d’achat-rénovation d’immeubles communautaires |
| PDSV | Pas de démocratie sans voix (coalition) |
| PDG | Présidente-directrice générale ou Président-directeur général |
| PLQ | Parti libéral du Québec |
| PPP sociaux | Partenariats public-philanthropie |
| PQ | Parti québécois |
| PSISC | Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires |
| RGIC | Réseau québécois sur l’intégration continentale |
| RGPAQ | Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec |
| RIOCM | Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal |
| RO-DCD | Regroupement des organismes en défense collective des droits |
| ROC | Regroupement d’organismes communautaires |
| ROCQLD | Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage |
| RQ-ACA | Réseau québécois de l’action communautaire autonome |
| RQGE | Réseau québécois des groupes écologistes |
| RQOH | Réseau québécois des OSBL d’habitation |
| RRASMQ | Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec |
| RRFS-GCF | Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes |
| SACAIS | Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales |
| SNV-ACA | Semaine nationale de visibilité de l’action communautaire autonome |
| TROVEP | Table régionale des organismes volontaires d’éducation populaire |
| TRPOCB | Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles |
| UQAM | Université du Québec à Montréal |